

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 625

6 mars 2015

SOMMAIRE

| | | | |
|---|--------------|---|--------------|
| Aceras Investment S.A. | 29962 | Flux Re S.A. | 29957 |
| Adenia S.à r.l. | 29962 | FMC Luxembourg S.à r.l. | 29959 |
| Agévé Investissements S.A. | 29962 | Food and Wine S.à r.l. | 29955 |
| Altice S.A. | 29995 | Fratelli d'Amato International S.A. | 29958 |
| Bastion International Luxembourg S.à r.l. | 29954 | Grupo Leon S.à r.l. | 29959 |
| BF Immo | 29954 | GS Tele V S.à r.l. | 29999 |
| De Beaumont Electronique SA | 29957 | ImmoFinRE III S.C.A. SICAV-FIS | 29979 |
| Dereal S.A. | 29956 | Iseran S.à r.l. | 30000 |
| Dippgare S.A. | 29957 | Kaynoh Express S.à r.l. | 29964 |
| Domani S.A. SPF | 29955 | Manuloc International | 29960 |
| DRS Consulting & Services S.A. | 29956 | Max Villaggio Globale S.à r.l. | 29961 |
| Elitherm S.A. | 29960 | MBG Luxco S.a.r.l. | 29961 |
| Ereme S.A. | 29955 | McKesson Information Solutions Holdings S.à r.l. | 29961 |
| ESO Investco II S.à r.l. | 29958 | Milura S.A. | 29961 |
| Euro Secure | 29958 | MIS Holdings S.à r.l. | 29961 |
| Faymonville Immo AG | 29956 | Monastir S.à r.l. | 29977 |
| Faymonville Lease A.G. | 29957 | Paddington Holding S.A. | 29976 |
| Financière de l'Europe Occidentale S.A.- SPF | 29954 | Paddington Holding S.A.-SPF | 29976 |
| Fineur International S.A. | 29959 | palero neun S.à r.l. | 29971 |
| Finnova | 29960 | Pathena S.à r.l. | 29963 |
| Finprima S.A. | 29960 | Player's Sports S.à r.l.&Cie | 29966 |
| Fiver S.A., SPF | 29959 | Property Siegen S.à r.l. | 29977 |

BF Immo, Société Anonyme.

Siège social: L-9647 Doncols, 25, Bohey.

R.C.S. Luxembourg B 93.625.

EXTRAIT

Le conseil d'administration a décidé en date du 23 janvier 2015, de désigner comme dépositaire des titres au porteur: Fiduciaire Fernand SASSEL & Cie S.A., ayant son siège social au 7, route d'Esch à L-1470 Luxembourg et enregistrée au RCS sous la référence Luxembourg B 34239.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 janvier 2015.

Pour BF IMMO

Référence de publication: 2015016957/14.

(150020327) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 février 2015.

Bastion International Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 415.000,00.**

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 107.496.

Extrait des résolutions prises par l'associé unique de la société à Luxembourg en date du 26 janvier 2015

L'associé unique de la Société a décidé de renouveler les mandats des gérants nommés ci-dessous jusqu'à la tenue de l'assemblée générale annuelle de la Société appelée à statuer sur les comptes de l'exercice social clos le 31 décembre 2014:

- M. François BROUXEL,
- M. Pierre METZLER, et
- M. Rustom B. KANGA.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015016949/16.

(150021115) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 février 2015.

Financière de l'Europe Occidentale S.A.-SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1540 Luxembourg, 36, rue Benjamin Franklin.

R.C.S. Luxembourg B 25.124.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire qui s'est tenue à Luxembourg, en date du 30 Décembre 2014.

L'assemblée générale renouvelle le mandat des administrateurs pour une durée de 6 ans à savoir:

- La société FONCIERE DE L'EST S.A., ayant son siège social au 36, rue Benjamin Franklin L-1540 Luxembourg (RCSL B58225).

- La société HENRYFIELD LIMITED, ayant son siège social au Ascot House, 2 Woodberry Grove, LONDON N12 0FB - UK (Companies House 03925981).

- Monsieur Nils FELDMANN demeurant au 19F, Chemin du Bois de Vaux CH-1007 Lausanne.

Leurs mandats prendront fin lors de l'assemblée générale annuelle de 2019.

L'assemblée générale décide de révoquer la société SWL S.à r.l., ayant son siège social au 121, avenue de la Faiencerie L-1511 Luxembourg (RCSL B 85782) du poste de Commissaire aux Comptes.

L'assemblée générale accepte la nomination de la société MANAGEMENT & SERVICES OFFICE SARL, ayant son siège social au 48-50, rue de Strasbourg L-2560 Luxembourg (RCSL B 106227), au poste de Commissaire aux Comptes. Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale annuelle de 2019.

Ces résolutions ayant été adoptées à l'unanimité, la totalité du capital étant représentée.

Luxembourg, le 30 Décembre 2014.

Pour la société

Référence de publication: 2015017157/24.

(150020359) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 février 2015.

Ereme S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 102, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 6.152.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue au siège social, le 30 décembre 2013 statuant sur l'exercice 2012

L'assemblée générale renouvelle les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en l'an 2017.

Conseil d'Administration

- Madame Monique MALLER demeurant professionnellement à L-2763 Luxembourg, 12, rue Ste Zithe
- Monsieur André MEDER demeurant professionnellement à L-2763 Luxembourg, 12, rue Ste Zithe
- Madame Isabelle SCHAEFER demeurant professionnellement à L-2763 Luxembourg, 12, rue Ste Zithe

Commissaire aux comptes

- Lux-Fiduciaire Consulting S.à.r.l., ayant son siège social à L-2763 Luxembourg, 12, rue Ste Zithe.

Référence de publication: 2015017117/17.

(150021074) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 février 2015.

Domani S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.
R.C.S. Luxembourg B 37.410.

Par décisions de l'Assemblée Générale et du Conseil d'Administration en date du 30 janvier 2015 ont été nommés, jusqu'à l'assemblée générale statuant sur les comptes annuels clôturant au 30 juin 2017:

- Luc BRAUN, 16, Allée Marconi, L-2120 Luxembourg, Administrateur et Président;
- Jean-Marie POOS, 16, Allée Marconi, L-2120 Luxembourg, Administrateur et Administrateur-Délégué;
- FIDESCO S.A., 16, Allée Marconi, L-2120 Luxembourg, Administrateur;

Conformément à l'article 51 bis de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, l'assemblée a nommé comme représentante permanente de FIDESCO S.A.,

Madame Evelyne GUILLAUME 16, Allée Marconi, L-2120 Luxembourg:

- EURAUDIT Sàrl, 16, Allée Marconi, L-2120 Luxembourg, Commissaire.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2015017084/18.

(150020466) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 février 2015.

Food and Wine S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 8A, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 144.119.

EXTRAIT

En date du 15 janvier 2015, Monsieur Schammel Daniel Henri a démissionné de son poste de gérant technique de la Société avec effet immédiat.

En vertu d'une résolution de l'associé unique de la Société du 15 janvier 2015, Madame Fernande Wolter, gérant administratif de la Société, est nommée gérant technique de la Société pour une durée indéterminée et Monsieur Laurent Faust, employé privé, né le 04 octobre 1993 à Ettelbruck, demeurant à L-9459 Longsdorf, 6, Um Plateau, a été nommé gérant administratif de la Société pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 janvier 2015.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2015017142/19.

(150021172) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 février 2015.

Faymonville Immo AG, Société Anonyme.

Siège social: L-9990 Weiswampach, 8, Duarrefstrooss.
R.C.S. Luxembourg B 135.851.

—
Auszug aus dem Protokoll der Jahreshauptversammlung vom 16. Dezember 2014

Die Aktionäre nehmen zur Kenntnis, dass die Privatadresse von Herrn Alain Faymonville nunmehr wie folgt lautet:
L-9990 Weiswampach, Duarrefstrooss 8.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Weiswampach, den 2. Februar 2015.

Für FAYMONVILLE IMMO A.G., Aktiengesellschaft
FIDUNORD S.à r.l.

Référence de publication: 2015017146/14.

(150021183) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 février 2015.

Dereal S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 103.556.

—
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration du 31 décembre 2014 que, le professionnel du secteur financier, la société INTERCORP S.A., 23, rue Beaumont, -1219 Luxembourg, a été nommée dépositaire des titres au porteur émis par la société.

Luxembourg, le 31 décembre 2014.

POUR EXTRAIT CONFORME
POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION
Signature

Référence de publication: 2015017073/15.

(150020674) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 février 2015.

DRS Consulting & Services S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6947 Niederanven, 44, rue Gabriel Lippman.
R.C.S. Luxembourg B 74.810.

—
Auszug aus dem Protokoll der ausserordentlichen Generalversammlung, abgehalten am 9. Dezember 2014

Die Generalversammlung beschliesst einstimmig Frau Maria Schmitt und Herrn Valentin Schmitt als Mitglieder des Verwaltungsrates abzurufen.

Die Generalversammlung beschliesst einstimmig die Ernennung von

Frau Petra Feltes, geboren am 30. April 1965 in Homburg/Saar (Deutschland), wohnhaft in D-76456 Kuppenheim (Deutschland), Augusta-Sibylla Strasse, 21

und

Frau Sarah Röckle, geboren am 7. September 1996 in Filderstadt (Deutschland), wohnhaft in D-72074 Tübingen (Deutschland), Alberstrasse, 7

als Mitglieder des Verwaltungsrates bis zur ordentlichen Generalversammlung die im Jahre 2020 stattfinden wird.

Die Generalversammlung beschliesst einstimmig die Erneuerung der Mandate von Herrn Dr. Jörg-Peter Schmitt geboren am 26. Juli 1961 in Homburg/Saar (Deutschland), wohnhaft in D-66620 Nonnweiler (Deutschland), Mühlenweg 27, als Mitglied des Verwaltungsrates und als Delegierten des Verwaltungsrates bis zur ordentlichen Generalversammlung die im Jahre 2020 stattfinden wird.

Die Generalversammlung nimmt zur Kenntnis dass der Strassennamen unbenannt worden ist, der Sitz der Gesellschaft befindet sich nunmehr in 44, rue Gabriel Lippmann, L-6947 Niederanven.

Munsbach, den 9. Dezember 2014.

DRS Consulting & Services S.A.

Référence de publication: 2015017088/25.

(150020958) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 février 2015.

Flux Re S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.
R.C.S. Luxembourg B 133.013.

Par la présente, je soussigné Mr Stéphane Menant, présente ma démission en tant qu'Administrateur de Flux Re S.A. avec effet à ce jour. (RCSL B 133 013)

Luxembourg, le 5 janvier 2015.

Signature.

Référence de publication: 2015017173/10.

(150020580) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 février 2015.

Dippgare S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1870 Luxembourg, 56, Kohlenberg.
R.C.S. Luxembourg B 179.189.

Nous avons l'honneur de vous faire part de notre décision de renoncer au mandat de commissaire aux comptes qui nous avait été confié au sein de votre société.

Ettelbruck, le 22 janvier 2015.

FIRELUX S.A.

Yves WALLERS

Expert comptable

Référence de publication: 2015017076/13.

(150020024) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 février 2015.

Faymonville Lease A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-9990 Weiswampach, 8, Duarrefstrooss.
R.C.S. Luxembourg B 93.938.

Auszug aus dem Protokoll der Jahreshauptversammlung vom 15. Dezember 2014

Die Aktionäre stellen fest, dass die Privatadresse von Herrn Alain Faymonville nunmehr wie folgt lautet:
L-9990 Weiswampach, Duarrefstrooss 8.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Weiswampach, den 2. Februar 2015.

Für FAYMONVILLE LEASE A.G., Aktiengesellschaft

FIDUNORD S.à r.l.

Référence de publication: 2015017148/14.

(150021182) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 février 2015.

De Beaumont Electronique SA, Société Anonyme.

Siège social: L-8410 Steinfort, 39, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 77.717.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Par jugement rendu en date du 8 janvier 2015, le Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, siégeant en matière commerciale, après avoir entendu le juge-commissaire en son rapport oral, le liquidateur et le Ministère Public en leurs conclusions, a déclaré closes pour absence d'actif les opérations de liquidation de la société anonyme

DE BEAUMONT ELECTRONIQUE SA, avec siège social à L-8410 Steinfort, 39, route d'Arlon, de fait inconnue à cette adresse.

Ce même jugement a dit que les frais sont à charge du Trésor.

Pour extrait conforme

Maître Carmen RIMONDINI

Le liquidateur

Référence de publication: 2015017069/17.

(150020615) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 février 2015.

ESO Investco II S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 20.000,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 181.992.

EXTRAIT

Il résulte d'une décision prise par l'associé unique de la Société que:

- Monsieur Martin SCHNAIER, né le 6 janvier 1977 à Johannesburg (Afrique du Sud), demeurant professionnellement au 10 Cork Street, Londres, W1S 3NP, Royaume-Uni, a été nommé aux fonctions de gérant de la Société à compter du 30 janvier 2015 pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 janvier 2015.

Pour extrait sincère et conforme
Sanne Group (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2015017119/17.

(150020296) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 février 2015.

Euro Secure, Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 168.067.

Expédition des résolutions prises par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 30 janvier 2015

L'assemblée a décidé de:

- Nommer comme nouvel administrateur Monsieur Frédéric Depireux, demeurant professionnellement au 18, rue Robert Stümper L-2557 Luxembourg, avec effet immédiat, son mandat viendra à expiration à l'issue de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2019;

- Nommer comme nouvel administrateur Monsieur Adrien Rollé, demeurant professionnellement au 18, rue Robert Stümper L-2557 Luxembourg, avec effet immédiat, son mandat viendra à expiration à l'issue de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2019;

- Révoquer la société Seren Sarl dont le siège social est au 75, Parc d'Activités, L-8308 Capellen de son mandat d'administrateur avec effet immédiat.

Euro Secure SA

Référence de publication: 2015017099/18.

(150020893) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 février 2015.

Fratelli d'Amato International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 125.247.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 23 janvier 2015

Réviseur d'Entreprises Agréé

L'assemblée générale extraordinaire a décidé de révoquer la société PRICEWATERHOUSECOOPERS, L-1014 Luxembourg, 400 route d'Esch en sa qualité de Réviseur d'Entreprises Agréé de FRATELLI D'AMATO INTERNATIONAL S.A. avec effet immédiat.

Commissaire aux Comptes

L'assemblée générale extraordinaire a décidé de nommer la société RAMLUX S.A., R.C.S. Luxembourg B No 53.438, avec siège social au 9b, bd Prince Henri, L-1724 Luxembourg comme nouveau Commissaire aux Comptes jusqu'à l'assemblée générale ordinaire de 2017

Pour extrait sincère et conforme

Fons MANGEN

Administrateur

Référence de publication: 2015017181/19.

(150020068) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 février 2015.

FMC Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 189.617.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Echternach, le 30 janvier 2015.

Référence de publication: 2015017175/10.

(150020546) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 février 2015.

Grupo Leon S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2A, rue Albert Borschette.
R.C.S. Luxembourg B 178.879.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 2 février 2015.

Référence de publication: 2015017204/10.

(150020870) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 février 2015.

Fineur International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 6, avenue Marie-Thérèse.
R.C.S. Luxembourg B 31.267.

Extrait de la décision unique du conseil d'administrateur en date du 29 janvier 2015

Le conseil d'Administration de la société a décidé de transférer le siège social au 6 Avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg, avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 30 janvier 2015.

Référence de publication: 2015017160/12.

(150020976) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 février 2015.

Fiver S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.
R.C.S. Luxembourg B 39.018.

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenu le 16 décembre 2014

Le Conseil d'Administration prend connaissance de la démission de Monsieur Joseph WINANDY, en sa qualité d'Administrateur et de président.

En vertu des articles 51 alinéa 5 et 52 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, est nommé provisoirement au poste d'administrateur:

Jean-Charles THOUAND
183, rue de Luxembourg
L-8077 BERTRANGE

Le nouvel administrateur terminera le mandat de l'administrateur démissionnaire, sous réserve légale d'approbation de sa nomination par la prochaine Assemblée Générale.

Le conseil nomme au poste de président Monsieur Koen LOZIE.

Copie certifiée conforme

JALYNE S.A. / -

Signatures

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2015017167/22.

(150020881) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 février 2015.

Manuloc International, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 14.050,00.**

Siège social: L-4149 Esch-sur-Alzette, 37, rue Romain Fandel.

R.C.S. Luxembourg B 69.073.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 2 février 2015.

Référence de publication: 2015017452/10.

(150020756) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 février 2015.

Elitherm S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 21, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 114.512.

Extrait des résolutions prises lors de la réunion du Conseil d'administration tenue le 16 janvier 2015 à Luxembourg.

Il résulte des résolutions prises lors de la réunion du Conseil d'administration que:

- Le siège social de la Société a été transféré de son ancienne adresse sise 4, Grand-Rue L-1660 Luxembourg au 21, Avenue Monterey L-2163 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 janvier 2015.

Référence de publication: 2015017109/13.

(150020432) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 février 2015.

Finprima S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 124.117.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration du 31 décembre 2014 que, le professionnel du secteur financier, la société INTERCORP S.A., 23, rue Beaumont, -1219 Luxembourg, a été nommée dépositaire des titres au porteur émis par la société.

Luxembourg, le 31 décembre 2014.

POUR EXTRAIT CONFORME

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Signature

Référence de publication: 2015017163/15.

(150020524) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 février 2015.

Finnova, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-3372 Leudelange, 2, rue Jean Fischbach.

R.C.S. Luxembourg B 153.305.

AUSZUG

Aus den Beschlüssen des Alleinigen Anteilsinhabers der Gesellschaft vom 29. Januar 2015 geht hervor, dass der Rücktritt von Herrn Christian Marquant als Geschäftsführer und als täglichen Geschäftsführer der Gesellschaft mit sofortiger Wirkung anerkannt und akzeptiert wird.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Für gleichlautenden Auszug

Unterschrift

Ein Bevollmächtigter

Référence de publication: 2015017161/16.

(150020297) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 février 2015.

**MIS Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. McKesson Information Solutions Holdings S.à r.l.).**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 81.541.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Echternach, le 02 février 2015.

Référence de publication: 2015017468/10.

(150020551) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 février 2015.

Max Villaggio Globale S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 21, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 184.183.

Extrait des résolutions prise par le conseil de gérance en date du 16 janvier 2015.

Les gérants ont décidé de transférer le siège social de la Société de son ancienne adresse sise 4, Grand-Rue L-1660 Luxembourg au 21, Avenue Monterey L-2163 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 16 janvier 2015.

Référence de publication: 2015017433/12.

(150020429) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 février 2015.

Milura S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 130.116.

EXTRAIT

L'actionnaire unique de la Société a décidé, en date du 2 février 2015, de ce qui suit:

- Nommer Freddy De Petter, né le 29 août 1958 en Berchem (Antwerpen), Belgique, résidant professionnellement au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, en tant qu'administrateur de la Société avec effet au 2 février 2015 et ce jusqu'à l'assemblée générale annuelle de 2020.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 2 février 2015.

Référence de publication: 2015017466/14.

(150021012) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 février 2015.

MBG Luxco S.a.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 4.230.000,00.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 9, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 170.350.

Il résulte des résolutions de l'associé unique de la Société datées du 2 décembre 2014 que la Société a enregistré la démission de M. Martin Alejandro Martinez Altamirano du poste de gérant de classe A de la Société, avec effet immédiat en date du 15 décembre 2014.

En conséquence, le conseil de gérance est composé comme suit:

- M. Jose Antonio Perez Helguera, gérant de classe A;
- M. Hector Armando Fernandez Rousselon, gérant de classe A;
- M. Daniel Boone, gérant de classe B; et
- M. Pierre Crasquin, gérant de classe B.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 29 janvier 2015.

Référence de publication: 2015017458/18.

(150020120) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 février 2015.

Adenia S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-8308 Capellen, 75, parc d'Activités.

R.C.S. Luxembourg B 192.158.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions de l'associé unique de la Société prises en date du 22 janvier 2015 les décisions suivantes:

- Acceptation de la démission de la société TITAN S.à r.l de son poste de gérant avec effet immédiat.
- Nomination de Monsieur Adam LINDSTOM, né le 04 Novembre 1976, à Horsens, au Danemark, avec adresse professionnelle à Suites 41/42, Victoria House, 26 Main Street, Gibraltar, au poste de gérant de la société avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Capellen, le 30 janvier 2015.

Référence de publication: 2015016844/16.

(150020199) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 février 2015.

Agévé Investissements S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 165.223.

—
Extrait du procès-verbal de la réunion des administrateurs restants tenue en date du 30 janvier 2015

M. David SANA, administrateur de sociétés, né à Forbach (France), le 10 avril 1974, demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, a été coopté comme administrateur de la société en remplacement de Mme Virginie GUILLAUME, administrateur démissionnaire, dont il achèvera le mandat d'administrateur qui viendra à échéance lors de l'assemblée générale statutaire de 2017.

Cette cooptation fera l'objet d'une ratification par la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Luxembourg, le 30 janvier 2015.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Agévé Investissements S.A.

Un mandataire

Référence de publication: 2015016846/17.

(150020211) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 février 2015.

Aceras Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 148.286.

—
Extrait des résolutions prises par l'associé unique en date du 15 décembre 2014

Il résulte des décisions prises par le Conseil de Gérance en date du 08 décembre 2014 que:

- Monsieur Gerard van Hunnen, employé privé, avec adresse professionnelle 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg a démissionné de son poste de représentant permanent de Lux Business Management S.à r.l., une société à responsabilité limitée, avec adresse professionnelle 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg, ayant un capital social de EUR 12,400 et enregistrée auprès du R.C.S. Luxembourg sous le numéro B 79709, avec effet au 20 décembre 2013.

- Lux Business Management S.à r.l., une société à responsabilité limitée, avec adresse professionnelle 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg, ayant un capital social de EUR 12,400 et enregistrée auprès du R.C.S. Luxembourg sous le numéro B 79709, a nommé Monsieur Christian Knauff, employé privé, avec adresse professionnelle 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg, comme représentant permanent avec effet au 20 décembre 2013 et ceci jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2014.

Luxembourg, le 2 février 2015.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2015016875/21.

(150020650) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 février 2015.

Pathena S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 176.417.

In the year two thousand and fourteen, on the eighteenth day of November,
before the undersigned, Maître Francis Kessler, a notary resident in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

- Pathena SGPS, a company incorporated under the laws of Portugal, with registered office at 6, rua Rui Amorim, P - 4715-357 Braga, Portugal, registered with the Portugal register of commerce (conservatoria do registo comercial) under number 505978180 (the Shareholder 1), represented by Mrs Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, private employee, whose professional address is in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney given on 13 November 2014,

- Patentilusão LDA, a company incorporated under the laws of Portugal, with registered office at 131, Praça do Bom Sucesso, bâtiment Península, 506, P - 4050-000 Massarelos, Oporto, Portugal, registered with the Portugal register of commerce (conservatoria do registo comercial) under number 509381901 (the Shareholder 2), represented by Mrs Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, private employee, whose professional address is in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney given on 13 November 2014,

being the Company's shareholders, together referred to as the Shareholders and individually as a Shareholder.

The Company was incorporated on 22 March 2013 pursuant to a deed drawn up by Maître Roger Arrensдорff, a notary resident in Luxembourg City, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, N° - 1293 of 31 May 2013. The Company's articles of association (the Articles) have not been amended since its incorporation.

After signature ne varietur by the authorised representatives of the Shareholders and the undersigned notary, the powers of attorney will remain attached to this deed to be registered with it.

The Shareholders take the following resolution:

Sole resolution

The Shareholders resolve to amend article 3 of the Articles, which shall henceforth read as follows:

“The object of the Company is the acquisition of participations in, and the management as managing general partner (associé commandité gérant) of Pathena (SCA) SICAR, a partnership limited by shares (société en commandite par actions) formed as an investment company in risk capital under the law of June 15, 2004 on the investment company in risk capital, as amended.”

The undersigned notary, who understands and speaks English, states at the request of the Shareholders that this deed is drawn up in English and French, and that in the case of discrepancies, the English version shall prevail.

Whereof this notarial deed is drawn up in Esch-sur-Alzette, on the date first stated above.

After reading this deed aloud, the notary signs it with the Shareholders' authorised representatives.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, dix-huit jour du mois de novembre,

Par devant Maître Francis Kessler, soussigné, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg,

A comparu:

- Pathena SGPS, une société régie par les lois du Portugal, ayant son siège social à 6, rua Rui Amorim, P - 4715-357 Braga, Portugal, immatriculée au Registre du commerce du Portugal (conservatoria do registo comercial) sous le numéro 505978180 (l'Associé 1), représentée par Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, employée privée, ayant son adresse professionnelle à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg en vertu de la procuration donnée le 13 novembre 2014,

- Patentilusão LDA, une société régie par les lois du Portugal ayant son siège social à 131, Praça do Bom Sucesso, bâtiment Península, 506, P - 4050-000 Massarelos, Oporto, Portugal, immatriculée au registre du commerce du Portugal (conservatoria do registo comercial) sous le numéro 509381901 (l'Associé 2), représentée par Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, employée privée, ayant son adresse professionnelle à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg en vertu de la procuration donnée le 13 novembre 2014,

étant les associés de Pathena S.à r.l (la Société), ensemble mentionné comme les Associés et individuellement comme un Associé.

La Société a été constituée le 22 mars 2013 suivant un acte de Maître Roger Arrensдорff, notaire de résidence à Luxembourg-ville, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, N° -1293 du 31 mai 2013. Les statuts de la société (les Statuts) n'ont pas été modifiés depuis sa constitution.

Après signature ne varietur par les mandataires des Associés et le notaire soussigné, les procurations resteront annexées au présent acte pour être soumises avec celui-ci aux formalités de l'enregistrement.

Les Associés prennent la résolution suivante:

Résolution unique

Les Associés ont décidé de modifier l'article 3 des Statuts qui aura désormais la teneur suivante:

«L'objet de la Société est l'acquisition de participations dans, et la gestion en tant qu'associé gérant commandité de Pathena (SCA) SICAR, une société en commandite par actions constituée ayant la forme de société d'investissement en capital à risque régie par la loi du 15 juin 2004 sur la société d'investissement en capital à risque, telle que modifiée.»

Le notaire instrumentant, qui comprend et parle la langue anglaise, déclare à la demande des Associés, que le présent acte est rédigé en anglais et en français et qu'en cas de divergences, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Esch-sur-Alzette, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture à haute voix faite par le notaire, celui-ci signe le présent acte avec les mandataires des Associés.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 21 novembre 2014. Relation: EAC/2014/15804. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2015016665/74.

(150019950) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2015.

Kaynoh Express S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8372 Hobscheid, 16, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 172.800.

L'an deux mille quatorze;

Le vingt-trois décembre;

Pardevant Maître Christine DOERNER, notaire de résidence à Bettembourg;

Ont comparu:

1) Monsieur Adil HANNANE, commerçant, né à Metz (France) le 02 mars 1979, demeurant à F-57280 Maizières-les Metz (France), 40, Avenue Marguerite Duras;

2) Monsieur Jonathan Ali AYACHI, indépendant, né à Metz (France) le 24 janvier 1988, demeurant à F-57280 Fèves (France), 10, rue du frère Laurent;

Lequel comparant dénommé sub 1) déclare qu'il est le seul est unique associé de la société à responsabilité limitée «KAYNOH EXPRESS S.à r.l.» (No. Matricule 20122445438), avec siège social à L-3895 Foetz, 8, rue des Artisans.

inscrite au Registre de Commerce sous le numéro B.172.800;

constituée suivant acte reçu par le notaire Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 23 octobre 2012, publié au Mémorial C de 2012, numéro 3043, page 146.048.

Lesquels comparants se sont réunis en assemblée générale et ont pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution:

L'associé unique décide de transférer le siège social de la société de Foetz à L-8372 Hobscheid, 16, Grand-Rue, «PRO S.A.».

Deuxième résolution:

Suite au prédit transfert de siège social l'article 3 des statuts est à lire comme suit:

« **Art. 3.** Le siège social de la société est établi à Hobscheid.»

Troisième résolution:

L'associé unique décide de modifier le premier alinéa de l'article 2 des statuts comme suit:

« **Art. 2. Premier alinéa.** La société a pour objet l'exploitation d'une entreprise de transports de marchandises par route avec des véhicules de moins de 3,5 tonnes ainsi que l'achat, la vente et la location de véhicules neufs et d'occasions.»

Quatrième résolution

Monsieur Adile HANNANE, prédit, déclare par la présente céder et transporter à Monsieur Jonathan AYACHI, ici présent et acceptant, CINQUANTE (50) parts sociales lui appartenant dans la société à responsabilité limitée «KAYNOH EXPRESS S.à r.l.»

Cette cession de parts a eu lieu moyennant le prix de CINQUANTE EURO (Euro 50.-), montant que Monsieur Adil HANNANE reconnaît par la présente avoir reçu de Monsieur Jonathan AYACHI, ce dont quittant et titre pour solde.

Cinquième résolution:

Suite à la prédite cession de parts l'article 4 des statuts est à lire comme suit:

« **Art. 4.** Le capital social est fixé à la somme de DOUZE MILLE CINQ CENTS EURO (Euro 12.500.-). représenté par CENT (100) parts sociales d'une valeur nominale de CENT VINGT-CINQ EURO (Euro 125.-) chacune.

Ces parts ont été souscrites comme suit:

| | |
|---|-----------|
| Monsieur Adil HANNANE, prèdit: | 50 parts |
| Monsieur Jonathan AYACHI, prèdit: | 50 parts |
| Total: CENT (100) parts sociales | 100 parts |

Ces parts ont été intègralement libèrèes par des versements en espèces, de sorte que la somme de DOUZE MILLE CINQ CENTS EURO (12.500.- Euro) se trouve dès à prèsent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifiè au notaire instrumentaire qui le constate expressèment.

Sixième résolution:

Les associèes dècident de faire une refonte des statuts avec le texte suivant:

Art. 1^{er}. La société prend la dènomination de «KAYNOH EXPRESS S.àr.l.».

Art. 2. La société a pour objet l'exploitation d'une entreprise de transports de marchandises par route avec des vèhicules de moins de 3,5 tonnes ainsi que l'achat, la vente et la location de vèhicules neufs et d'occasions.

Elle pourra faire toutes opèrations commerciales, financières, industrielles, mobilières ou immobilières, se rattachant directement ou indirectement en tout ou en partie à son objet ou qui pourraient en faciliter la rèalisation et le dèveloppement.

Art. 3. Le siège de la société est ètabli à Hobscheid.

Il pourra ètre transfèrè en toute autre localitè du Grand-Duchè de Luxembourg par simple dècision des associèes.

Art. 4. Le capital social est fixé à la somme de DOUZE MILLE CINQ CENTS EURO (Euro 12.500.-). représenté par CENT (100) parts sociales d'une valeur nominale de CENT VINGT-CINQ EURO (Euro 125.-) chacune.

Ces parts ont été souscrites comme suit:

| | |
|---|-----------|
| Monsieur Adil HANNANE, prèdit: | 50 parts |
| Monsieur Jonathan AYACHI, prèdit: | 50 parts |
| Total: CENT (100) parts sociales | 100 parts |

Toutes ces parts ont été entièrèment souscrites par l'associè unique

Ces parts ont été intègralement libèrèes par des versements en espèces, de sorte que la somme de DOUZE MILLE CINQ CENTS EURO (12.500.- Euro) se trouve dès à prèsent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifiè au notaire instrumentaire qui le constate expressèment.

Art. 5. L'annèe sociale commence le premier janvier et finit le trente-et-un dècembre de chaque annèe.

Art. 6. La durèe de la société est indèterminèe.

Art. 7. Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle dans l'actif social et dans les bènèfices.

Art. 8. Les parts sociales sont librement cessibles entre associèes. Elles ne peuvent ètre cèdèes entre vifs à des non-associèes qu'avec l'agrèment des associèes reprèsentant les trois quarts du capital social.

Art. 9. La société est administrèe par un ou plusieurs gèrants, associèes ou non, choisis par les associèes qui fixent leurs pouvoirs. Ils peuvent ètre à tout moment rèvequès par dècision des associèes.

A moins que les associèes n'en dècident autrement, le ou les gèrants ont les pouvoirs les plus ètendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances.

Art. 10. Simples mandataires de la société, le ou les gèrants ne contractent en raison de leurs fonctions aucune obligation personnelle relativement à celles-ci, ils ne seront responsables que de l'exècution de leur mandat.

Art. 11. Le dècès, l'interdiction ou la faillite de l'un des associèes n'entraîneront pas la dissolution de la société. Les hèritiers de l'associè prèdècèdè n'auront pas le droit de faire apposer des scellès sur les biens et valeurs de la société. Pour faire valoir leurs droits, ils devront se tenir aux valeurs constatèes dans le dernier bilan social.

Art. 12. Chaque annèe, le 31 dècembre, il sera dressè un inventaire de l'actif et du passif de la société. Le bènèfice net constatè, dèduction faite des frais gènèraux, traitements et amortissements, sera rèparti de la facon suivante:

- cinq pour cent (5,00 %) pour la constitution d'un fonds de rèveuve lègal, dans la mesure des dispositions lègales;
- le solde restera à la libre disposition des associèes.

Art. 13. En cas de dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, désignés par les associés.

Art. 14. Pour tout ce qui n'est pas prévu aux présents statuts, les parties s'en réfèrent aux dispositions légales.
Plus rien n'étant à l'ordre du jour la séance est levée.

Avant la clôture du présent acte le notaire instrumentaire soussigné a attiré l'attention des comparants sur la nécessité d'obtenir une autorisation administrative pour exercer les activités décrites dans l'objet social.

Septième et dernière résolution:

1.- Les nouveaux associés ont décidé d'établir le siège social à L-8372 Hobscheid, 16, Grand-Rue, «PRO S.A.».

2.- Sont nommés gérants avec signature conjointe:

Monsieur Adil HANNANE, prédit, est nommé gérant technique.

Monsieur Jonathan AYACHI, prédit, est nommé gérant administratif

La société est valablement engagée par la signature conjointe du gérant technique avec celle du gérant administratif.

Frais

Le montant des frais généralement quelconques incombant à la société en raison de sa constitution s'élève approximativement à MILLE DEUX CENT CINQUANTE EURO (Euro 1.250.-).

Avant la clôture du présent acte le notaire instrumentaire soussigné a attiré l'attention des constituants sur la nécessité d'obtenir une autorisation administrative pour exercer les activités décrites dans l'objet social.

DONT ACTE, fait et passé à Bettembourg, en l'étude.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire instrumentaire par nom, prénom usuel, état et demeure ils ont signés avec le notaire le présent acte.

Signé: Hannane, Ayachi, C. Doerner.

Enregistré à Esch/Alzette A.C. le 02 janvier 2015. Relation: EAC/2015/27. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): Santioni.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande.

Bettembourg, le 18 janvier 2015.

Référence de publication: 2015016588/111.

(150019343) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2015.

Player's Sports S.à.r.l.&Cie, Société en Commandite simple.

Siège social: L-3898 Foetz, 11, rue du Brill.

R.C.S. Luxembourg B 26.092.

L'an deux mille quinze, le six janvier.

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

ONT COMPARU:

1.- Monsieur Guy HEINEN, commerçant, né à Dudelange, le 2 juin 1956, demeurant à L-5252 Sandweiler, 3, rue Michel Rodange,

2.- Madame Magali WEISTROFFER, indépendante, née à Luxembourg, le 3 novembre 1961, demeurant à L-1898 Kockscheuer, 4, rue Um Haff,

agissant tant en son personnel qu'en sa qualité de gérante unique de

3.- "Player's Sports S.à r.l.", société à responsabilité limitée avec siège social à L-3898 Foetz, 11, rue du Brill, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, numéro 26.091.

Lesquels comparants, agissant comme ci-avant, ont requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

- Que la société en commandite simple "Player's Sports S.à r.l. & Cie", avec siège social à L-3898 Foetz, 11, rue du Brill, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, numéro 26.092, a été constituée suivant acte reçu par Maître Tom METZLER, alors notaire de résidence à Luxembourg-Bonnevoie, en date du 12 juin 1987, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 275 du 6 octobre 1987. Les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par Maître Tom METZLER, alors notaire de résidence à Luxembourg-Bonnevoie, en date du 21 mars 1989, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 202 du 22 juillet 1989.

- Que les parties comparantes sont les seules et uniques associées de ladite société et qu'elles se sont réunies en assemblée générale extraordinaire et ont pris à l'unanimité, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale, décide de supprimer la valeur nominale des parts sociales et constate que le capital social de cinq cent mille francs luxembourgeois (500.000,- LUF) a été converti en douze mille trois cent quatre-vingt-quatorze virgule soixante-huit euros (12.394,67- EUR) et décide d'augmenter le capital à douze mille quatre cents euros (12.400,- EUR) sans création de nouvelles parts sociales par versement en caisse de cinq virgule trente-trois euros (5,33 EUR).

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide de réduire le capital social à concurrence de vingt-quatre euros et quatre-vingts cents (24,80- EUR), afin de le porter de son montant actuel de douze mille quatre cents euros (12.400,- EUR) à douze mille trois cent soixante-quinze virgule cinq euros (12.375,20- EUR), par annulation de la (1) part commanditaire détenue par Monsieur Guy HEINEN, préqualifié.

La somme de vingt-quatre euros et quatre-vingts cents (24,80- EUR) a été remboursé à Monsieur Guy HEINEN, préqualifié, ce dont quittance.

Troisième résolution

L'assemblée générale décide en conséquence de ce qui précède de faire une refonte complète des statuts, d'élargir et adapter l'objet social afin de refléter les modifications ci-dessus pour leur donner la teneur suivante:

Titre I^{er} . - Dénomination, Siège social, Objet, Durée

Art. 1^{er} . Forme - Dénomination. Entre les associés présents et futurs, il existe une société en commandite simple (ci-après désignée comme la «Société») sous la dénomination de «Player's Sports S.à r.l. & Cie».

La Société est régie par la loi du Grand-Duché de Luxembourg du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée et par les présents statuts (les «Statuts»).

Art. 2. Durée. La Société est établie pour une durée illimitée.

Art. 3. Siège social. Le siège social de la Société est établi dans Commune de Mondercange.

Le Gérant est autorisé à transférer le siège de la Société à l'intérieur de la Commune du siège statutaire.

Art. 4. Objet. La société a pour objet d'exercer toute activité d'acquisition, de détention, de gestion et de location d'immeubles.

La société pourra en outre effectuer toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, au développement, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets.

La Société pourra emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

La Société pourra encore effectuer toutes opérations immobilières, mobilières, commerciales, industrielles et financières, susceptibles de favoriser l'accomplissement ou le développement des activités décrites ci-dessus.

Titre II. - Responsabilité, Capital, Parts

Art. 5. Responsabilités. Le(s) commandité(s) (le (s)«Commandité(s)») est (sont) responsable(s) de toutes dettes et pertes ne pouvant être payées sur les actifs de la Société.

Les Commandités ne sont cependant pas tenus envers les autres titulaires de parts sociales au remboursement des montants payés sur les parts de Commanditaires.

Le(s) commanditaire(s) (le (s)«Commanditaire(s)») n'est (ne sont) tenu(s) que de sa (leur) mise dans la Société et n'a (n'ont) aucune autre responsabilité que les montants non libérés sur leur mise.

Art. 6. Capital social. Le capital souscrit de la Société est fixé à douze mille trois cent soixante-quinze virgule cinq euros (12.375,20- EUR), représenté par quatre cent quatre-vingt-dix-neuf (499) parts, elles-mêmes divisées en trois (3) parts de commandité (les «Parts de Commandité») et quatre cent quatre-vingt-seize (496) parts de commanditaires (les «Parts de Commanditaires»; ensemble avec les Parts de Commandité, les «Parts») sans désignation de la valeur nominale.

Les versements à effectuer sur les Parts non entièrement libérées lors de leur souscription pourront se faire aux dates et aux conditions que le Gérant déterminera dans ces cas. Tout versement appelé s'impute à parts égales sur l'ensemble des Parts qui ne sont pas entièrement libérées.

Art. 7. Parts. L'émission de nouvelles Parts sera considérée comme une modification des Statuts.

Art. 8. Forme des Parts. Toutes les Parts seront sous forme nominative.

Des certificats de Parts pourront être émis sous le libellé que le Gérant désignera. Les certificats de Parts seront signés manuellement ou par griffe par le Gérant.

Toutes les Parts émises seront enregistrées dans un registre des titulaires de parts qui sera tenu par la Société. Ce registre contiendra le nom de chaque titulaire de Parts, son domicile réel ou élu, le nombre de Parts qu'il détient divisé entre les différentes catégories ainsi que le montant libéré sur chacune de ces Parts.

Chaque cession de Parts entre vifs ou pour cause de mort sera portée sur ce registre et chacune de ces inscriptions sera signée par le Gérant.

La Société peut considérer la personne dont le nom figurera au registre des titulaires de Parts comme le propriétaire de celles-ci.

Au cas où un détenteur de Parts ne fournirait pas une adresse à laquelle tous les avis et informations émanant de la Société pourront être envoyés, mention pourra en être faite sur le registre des titulaires de Parts et l'adresse de ce détenteur de Parts sera censée être au siège social de la Société ou à telle autre adresse qui pourra être portée au registre jusqu'à ce que pareil détenteur fournisse une autre adresse à la Société.

Art. 9. Transfert de Parts. Entre les Associés, les Parts sont librement cessibles.

Aucune cession de Parts ne pourra être faite à un tiers qu'avec l'accord unanime des associés.

En cas de refus de l'attribution telle que proposée, les porteurs de Parts à être transférées, pourront endéans le mois d'un tel refus, proposer un autre cessionnaire bénéficiaire.

En cas de nouveau refus concernant cette attribution les Associés refusant ce transfert seront tenus d'acquiescer les Parts offertes à la vente à un prix représentant leur valeur marchande. En cas de conflit entre les parties sur le prix, les parties conviennent de nommer un expert afin de déterminer le prix.

Toute cession de Parts sera notifiée à la Société et publiée en application de la loi.

Art. 10. Droit de vote. Chaque Part donne droit à un droit de vote lors de toute assemblée des Associés.

L'ensemble des Parts avec droit de vote voteront ainsi que défini ci-dessus, à l'exception des cas où sont prises en compte les modifications des Statuts affectant les droits des différentes classes, lorsqu'un vote de la classe de Parts ainsi affectées sera exigé.

Titre III. - Gestion, Commissaire aux comptes

Art. 11. Gérant. La Société sera exclusivement administrée par «Player's Sports S.à r.l.», (ci-après repris comme le «Gérant») en qualité de seul Commandité de la Société. Tout gérant nommé en remplacement de «Player's Sports S.à r.l.» sera un Commandité.

Le Gérant pourra être révoqué ad nutum à l'unanimité des associés. Le gérant ne pourra pas participer au vote concernant sa révocation et ne sera pas pris en compte concernant l'exigence d'unanimité. Lors de la même assemblée, les associés représentant les 3/4 du capital social nommeront un nouveau Gérant. Le Gérant restera en fonction jusqu'à ce que son successeur ait été nommé.

En cas de révocation, les Parts de commandité détenues par le Gérant devront être cédées à son successeur au prix du marché, sauf s'il en est convenu autrement entre le gérant et son successeur.

En l'absence de nomination d'un successeur au Gérant dans un délai de 2 mois, la Société sera mise en liquidation.

Art. 12. Pouvoirs du Gérant. Le Gérant est investi des pouvoirs de faire tous les actes d'administration et de gestion conformément à l'intérêt de la Société et sera dédommagé de toutes les dépenses engagées en qualité de Gérant.

Art. 13. Représentation de la Société. La Société est valablement engagée par la seule signature du Gérant ou par la seule signature de toute personne à qui ce pouvoir a été conféré par le Gérant.

Art. 14. Commanditaires. Les Commanditaires ne prendront aucune part à la gestion ni au contrôle des affaires de la Société, et ne seront investis d'aucun pouvoir, ni droit, ni autorité pour agir au nom de la Société, ni pour participer à, ou interférer de quelque manière dans, la gestion de la Société ou pour voter relativement à quelque matière que ce soit en relation avec la Société, à l'exception des cas prévus dans le corps des présents Statuts.

Le Gérant fera rapport sur la gestion de la Société aux Commanditaires lors de l'assemblée générale annuelle. Lors de cette assemblée, les Commanditaires pourront interroger le Gérant sur la gestion de la Société.

Art. 15. Matières requérant une autorisation. Le Gérant ne pourra procéder aux actes mentionnés ci-après sans avoir obtenu au préalable le consentement unanime des Commanditaires donné en assemblée générale:

- une modification des Statuts,
- le déclenchement d'une procédure de liquidation ou de dissolution de la Société,
- la nomination d'auditeur(s) de la Société,
- tout changement dans la nature des activités de la société,
- un changement de nationalité de la société.

Art. 16. Délégation de pouvoirs. Le Gérant pourra, à tout moment, nommer des agents de la Société en cas de besoin pour les activités et la gestion de la Société, à condition que les Commanditaires ne puissent agir pour le compte de la Société sans perdre le bénéfice de leur responsabilité limitée.

Les agents nommés seront investis des pouvoirs et fonctions leur conférés par le Gérant.

Aucun contrat ni aucune transaction entre la Société et une autre Société ou entité ne pourra être affecté ou invalidé par le fait que le Gérant ou un ou plusieurs agents ont un intérêt dans cette autre Société ou entité ou en sont administrateurs, responsables ou employés. Le Gérant ou responsable de la Société qui est administrateur ou responsable d'une Société ou entité avec laquelle la Société passe des contrats ou entre autrement en relations d'affaires ne saurait être, en raison de cette affiliation avec une autre Société ou entité, privé du droit de délibérer et de voter sur les matières ayant trait à pareil contrat ou affaire.

Art. 17. Commissaire aux Comptes. La Société peut nommer, et devra le faire dans les cas prévus par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, un ou plusieurs réviseurs d'entreprises qui devront exécuter les obligations mentionnées à l'article 256 (1) de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Ils seront nommés par le Gérant conformément à l'article 15 et seront rééligibles. La durée de leur mandat ne peut excéder six ans, ils pourront être révoqués à tout moment par l'assemblée générale. Le Réviseur d'entreprise reste en fonction jusqu'à ce que son successeur ait été désigné. Dans le cas où le Réviseur d'entreprise est nommé sans précision quant à la durée de son mandat, il est considéré comme étant élu pour une durée de six ans à partir de la date de son élection.

Titre IV. - Assemblée générale des associés

Art. 18. Assemblée générale annuelle. L'assemblée générale annuelle des Associés approuvant les comptes de la Société se tiendra au siège social ou ailleurs au Luxembourg en un lieu précisé dans l'avis de convocation, le troisième jeudi du mois de mai de chaque année à 14.00 heures.

Les autres assemblées des Associés pourront se tenir aux heures et lieux spécifiés dans l'avis de convocation.

Toute assemblée des Associés sera présidée par le Gérant.

Art. 19. Avis de convocation. Les assemblées générales pourront être convoquées par le Gérant ou par le Commissaire aux Comptes, par un avis indiquant l'ordre du jour et la date de l'assemblée et dans un délai raisonnable par lettre ordinaire, e-mail ou facsimilé, à chacun des Associés.

Le Gérant sera tenu de convoquer une assemblée générale dans un délai d'un mois si les Associés représentant le cinquième du capital le requièrent par avis écrit avec indication de l'ordre du jour.

L'omission accidentelle de convoquer à une assemblée, ou la non réception de l'avis de convocation par, un Associé n'invalidera pas par se la procédure.

Lorsque tous les Associés sont présents ou représentés à une assemblée et que l'ordre du jour a été porté à leur connaissance, ils pourront renoncer aux formalités requises de convocation.

Tout Associé pourra prendre part à une assemblée générale en nommant par avis écrit, e-mail ou facsimilé une autre personne comme représentant.

Le Gérant pourra, avec le consentement d'une assemblée à laquelle tous les Associés sont présents ou représentés (et s'il en est décidé ainsi), ajourner l'assemblée à tout moment et en tout lieu, mais aucun point à l'ordre du jour, aucune affaire ne pourra être traité lors de l'assemblée ajournée autre que les points et affaires laissés en suspens lors de l'assemblée au cours de laquelle l'ajournement a eu lieu.

Art. 20. Majorité. Les décisions seront valablement adoptées par les associés à la majorité aux 3/4 des associées présents ou représentés.

Toute réunion d'associés ne pourra valablement délibérer que si le Gérant est présent ou représenté.

De plus, une assemblée générale extraordinaire des Associés convoquée aux fins de modifier les Statuts dans toutes ses dispositions ne pourra valablement délibérer que si l'entière du capital est présente ou représentée et que l'ordre du jour indique les modifications statutaires proposées.

Si la première de ces conditions n'est pas remplie une nouvelle assemblée des Associés peut être convoquée, par lettre recommandée avec accusé de réception adressé à chaque Associé. Cette convocation reproduit l'ordre du jour, en indiquant la date et le résultat de la précédente assemblée. La seconde assemblée des Associés délibère valablement quelle que soit la portion du capital représentée. Dans les deux assemblées des Associés, les résolutions sont valablement adoptées lorsqu'elles réunissent les trois quarts des voix des Associés présents ou représentés.

En outre, aucune décision ne pourra être valablement adoptée sans l'approbation du Gérant.

Art. 21. Pouvoirs de l'Assemblée générale des Associés. Toute assemblée des Associés de la Société régulièrement constituée représentera tous les Associés de la Société. L'assemblée générale délibérera uniquement sur celles des matières qui ne sont pas réservées au Gérant par les Statuts.

Titre V. - Exercice social, Distribution des bénéfices

Art. 22. Exercice social. L'exercice social de la Société commencera le premier janvier et se terminera le trente et un décembre de chaque année.

Art. 23. Distribution des bénéfices. Le bénéfice net de la Société (lequel sera établi en référence aux méthodes comptables standard acceptées au Grand-Duché de Luxembourg) sera, sous réserve de l'article 25, réparti entre les Associés proportionnellement entre les Parts de Commandités et les Parts de Commanditaires.

Les pertes (le cas échéant) de la Société (lesquelles seront établies en référence aux méthodes comptables standard acceptées au Grand-Duché de Luxembourg) seront réparties entre les Associés proportionnellement entre les Parts de Commandités et les Parts de Commanditaires.

La distribution du bénéfice aux Associés sera déterminée par le Gérant avec l'approbation de l'assemblée des Associés.

Art. 24. Lors de la liquidation de la Société, les Parts de Commandités et les Parts de Commanditaires seront en premier lieu remboursés au prorata du capital libéré. Tout surplus sera ensuite réparti proportionnellement entre les Parts de Commandités et les Parts de Commanditaires.

Titre VI. - Dissolution, Liquidation

Art. 25. Dissolution, Liquidation. En cas de dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins du gérant ou de toute autre personne, nommée par l'assemblée générale des Associés.

Titre VII. - Loi applicable

Art. 26. Loi applicable. La loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents Statuts et en particulier les dispositions légales relatives aux sociétés anonymes.

Quatrième résolution

L'assemblée générale constate que les quatre cent quatre-vingt-dix-neuf (499) parts, elles-mêmes divisées en trois (3) Parts de Commandité et quatre cent quatre-vingt-seize (496) Parts de Commanditaires, sont suite à ce qui précède détenues comme suit:

| Associé | Parts de Commandité | Parts de Commanditaires |
|---|------------------------|----------------------------|
| 1.- Player's Sports S.à r.l.", société à responsabilité limitée avec siège social à L-3898 Foetz, 11, rue du Brill, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, numéro 26.091 | 3 | |
| 2.- Madame Magali WEISTROFFER, indépendante, née à Luxembourg, le 3 novembre 1961, demeurant à L-1898 Kockelscheuer, 4, rue Um Haff | | 496 |
| Total: | 3 | 496 |

Cinquième résolution

L'assemblée générale mandate l'étude du notaire instrumentant de mettre à jour toutes les informations modifiés auprès du Registre de Commerce et des Sociétés.

Evaluation des frais

Tous les frais et honoraires du présent acte incombant à la société sont évalués à la somme de 920,- EUR.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire instrumentant par son nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont tous signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Guy HEINEN, Magali WEISTROFFER, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 13 janvier 2015. Relation GAC/2015/415. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2015016694/231.

(150019319) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2015.

palero neun S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 194.077.

—
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the fifteen day of the month of January.

Before Us, Maître Carlo WERSANDT, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

palero invest S.à r.l., having its registered office 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade Register under section B 159.445,

here represented by Mrs. Virginie PIERRU, notary clerk, having his professional address at L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy, signed “ne varietur” by the proxyholder of the person appearing and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing person, represented as stated hereabove, has requested the undersigned notary to state as follows the articles of association of a private limited liability company:

Art. 1. There exists a private limited liability company, which shall be governed by the laws pertaining to such an entity (hereinafter, the Company), and in particular by the law of August 10, 1915 on commercial companies as amended (hereinafter, the Law), as well as by the present articles of association (hereinafter, the Articles).

Art. 2. The Company may carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the taking of participating interests in any enterprises in whatever form, as well as the administration, management, control and development of such participating interests, in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

The Company may particularly use its funds for the setting-up, management, development and disposal of a portfolio consisting of any securities and patents of whatever origin, participate in the creation, development and control of any enterprises, acquire by way of contribution, subscription, underwriting or by option to purchase and any other way whatsoever, any type of securities and patents, realise them by way of sale, transfer, exchange or otherwise, have these securities and patents developed. The Company may grant assistance (by way of loans, advances, guarantees or securities or otherwise) to companies or other enterprises in which the Company has an interest or which form part of the group of companies to which the Company belongs (including shareholders or affiliated entities).

In general, the Company may likewise carry out any financial, commercial, industrial, movable or real estate transactions, take any measures to safeguard its rights and make any transactions whatsoever which are directly or indirectly connected with its purpose or which are liable to promote their development.

The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt, whether convertible or not, and/or equity securities. It may give guarantees and grant securities in favor of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other companies. The Company may further pledge, transfer, encumber or otherwise create security over all or over some of its assets.

Art. 3. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. The Company shall bear the name “palero neun S.à r.l.”.

Art. 5. The registered office of the Company is established in the City of Luxembourg.

It may be transferred to any other address in the same municipality or to another municipality by a decision of the Sole Manager (as defined below) or the Board of Managers (as defined below), respectively by a resolution taken by the extraordinary general meeting of the shareholders, as required by the then applicable provisions of the Law.

The Company may have offices and branches, both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

Art. 6. The share capital is set at EUR 12,500.- (twelve thousand five hundred Euro) represented by 12,500 (twelve thousand five hundred) shares with a nominal value of EUR 1.- (one Euro) each.

The Company may repurchase its own shares within the limits set by the Law and the Articles.

Art. 7. The share capital may be changed at any time by a decision of the sole shareholder or by a decision of the shareholders' meeting, in accordance with article 16 of the Articles.

Art. 8. Each share entitles the holder thereof to a fraction of the Company's assets and profits in accordance with article 19.

Art. 9. Towards the Company, the shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 10. In case of a sole shareholder, the Company's shares held by the sole shareholder are freely transferable.

In the case of plurality of shareholders, the shares held by each shareholder may only be transferred in accordance with article 189 of the Law.

Art. 11. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the sole shareholder or of one of the shareholders.

Art. 12. The Company is managed by one (hereinafter, the Sole Manager) or more managers. If several managers have been appointed, they constitute a board of managers (hereinafter, the Board of Managers). The manager(s) need not be shareholders. The manager(s) may be dismissed at any time, with or without cause, by a resolution of shareholders holding more than half of the share capital.

Art. 13. In dealing with third parties, the Sole Manager or the Board of Managers shall have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's purpose, provided that the terms of this article shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by the Law or the Articles to the general meeting of shareholders shall fall within the competence of the Sole Manager or the Board of Managers.

Towards third parties, the Company shall be bound by the sole signature of the Sole Manager or, in case of a Board of Managers, as defined by the general meeting of the shareholder(s).

The Sole Manager or the Board of Managers shall have the rights to give special proxies for determined matters to one or more proxy holders, selected from its members or not, either shareholders or not.

Art. 14. The Sole Manager or the Board of Managers may delegate the day-to-day management of the Company to one or several manager(s) or agent(s) and shall determine the manager's or agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of this agency.

The Board of Managers may elect a chairman from among its members. If the chairman is unable to be present, his place will be taken by election among managers present at the meeting.

The Board of Managers may elect a secretary who need not be a manager or a shareholder of the Company.

The Board of Managers shall meet as often as the Company's interest so requires. The meetings of the Board of Managers are convened by the chairman, the secretary or by any two (2) managers at the place indicated in the convening notice. The Board of Managers may validly debate and take decisions without prior notice if all the managers are present or represented.

A manager may be represented at the Board of Managers by another manager, and a manager may represent several managers.

The Board of Managers may only validly debate and take decisions if a majority of its members are present or represented by proxies, and any decisions taken by the Board of Managers shall require a simple majority.

One or more managers may participate in a meeting by means of a conference call or by any similar means of communication enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equal to a physical presence at the meeting. Decisions taken during such a meeting may be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all the members having participated.

A written decision, approved and signed by all the managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Managers, which was duly convened and held. Such a decision may be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all the members of the Board of Managers.

The Sole Manager or the Board of Managers may decide to pay interim dividends to the shareholders before the end of the financial year on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the Law or these Articles.

Art. 15. The manager(s) assume(s), by reason of her/his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him (them) in the name of the Company.

Art. 16. The shareholder(s) assume(s) all powers conferred to the general shareholders' meeting.

In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares owned. Each shareholder has voting rights commensurate with her/his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

However, resolutions to alter the Articles may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three quarters of the Company's share capital, in accordance with the provisions of the Law.

Art. 17. The Company's accounting year starts on the first of January and ends on the thirty-first of December of the same year.

Art. 18. At the end of each accounting year, the Company's accounts are established, and the Sole Manager or the Board of Managers prepares an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 19. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortization, charges and provisions represents the net profit of the Company.

Every year, five percent (5%) of the net profit shall be transferred to the legal reserve.

This deduction ceases to be compulsory when the legal reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital but shall be resumed until the reserve fund is entirely reconstituted if, at any time and for any reason whatever, the ten percent (10%) threshold is no longer met.

The balance of the net profit may be distributed to the sole shareholder or to the shareholders in proportion to their shareholding in the Company.

Art. 20. At the time of winding up the Company the liquidation shall be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholder(s) who shall determine their powers and remuneration.

At the time of winding up the Company, any distributions to the shareholders shall be made in accordance with article 19.

Art. 21. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in the Articles.

Transitory provision

The first accounting year shall begin on the date of the formation of the Company and shall terminate on the 31st of December 2015.

Subscription - Payment

The 12,500 (twelve thousand five hundred) shares have been subscribed by the appearing party palero invest S.à r.l., prenamed and represented as aforesaid.

All the shares have been fully paid-up by the aforesaid subscriber by contribution in cash, so the amount of EUR 12,500.- (twelve thousand five hundred Euro) is now available to the Company, evidence thereof having been given to the undersigned notary who states it.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at nine hundred Euro (EUR 900.-).

Resolutions of the sole shareholder;

The sole shareholder, represented as aforesaid and representing the entire share capital, has taken the following resolutions:

1. The following persons are appointed as managers of the Company for an unlimited period of time:

- Mr. Christophe GAUL, born on April 3rd, 1977 in Messancy (Belgium), with professional address at 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg;

- Mrs. Constance COLLETTE, born on June 21st, 1976 in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg with professional address at 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg.

Towards third parties, the Company shall be bound by the sole signature of the Sole Manager or, in case of a Board of Managers, by the joint signature of any two members of the board of managers.

2. The address of the Company is fixed at 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

The document having been read to the person appearing, she signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le quinze janvier.

Par-devant Nous, Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

palero invest S.à r.l., ayant son siège social au 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 159.445,

ici représenté par Mme Virginie PIERRU, clerc de notaire, ayant son adresse professionnelle à L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée «ne varietur» par la mandataire du comparant et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être enregistrée avec elles.

Lequel comparant, représenté comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont il a arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Il existe une société à responsabilité limitée qui est régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après, la Société), et en particulier la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après, la Loi), ainsi que par les présents statuts (ci-après, les Statuts).

Art. 2. La Société peut réaliser toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

La Société peut notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces titres et brevets. La Société peut accorder tout concours (par voie de prêts, avances, garanties, sûretés ou autres) aux sociétés ou entités dans lesquelles elle détient une participation ou qui font partie du groupe de sociétés auquel appartient la Société (y compris ses associés ou entités liées).

En général, la Société peut également réaliser toute opération financière, commerciale, industrielle, mobilière ou immobilière, prendre toutes mesures pour sauvegarder ses droits et réaliser toutes opérations, qui se rattachent directement ou indirectement à son objet ou qui favorisent son développement.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission d'actions et obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts, convertibles ou non, et/ou de créances. Elle peut également consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou de toute autre société. La Société peut en outre nantir, céder, grever de charges ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur tout ou partie de ses avoirs.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La Société a comme dénomination «palero neun S.à r.l.».

Art. 5. Le siège social de la Société est établi dans la Ville de Luxembourg.

Il peut être transféré à toute autre adresse à l'intérieur de la même commune ou dans une autre commune, respectivement par décision du Gérant Unique (tel que défini ci-après) ou du Conseil de Gérance (tel que défini ci-après), ou par une résolution de l'assemblée générale extraordinaires des associés, tel que requis par les dispositions applicables de la Loi.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 6. Le capital social de la Société s'élève à EUR 12.500,-(douze mille cinq cents euros) représenté par 12.500 (douze mille cinq cents) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 1,- (un Euro) chacune.

La Société peut racheter ses propres parts sociales dans les limites prévues par la Loi et les Statuts.

Art. 7. Le capital social peut être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés, conformément à l'article 16 des Statuts.

Art. 8. Chaque part sociale donne droit à son détenteur à une fraction des actifs et bénéfices de la Société, conformément à l'article 19.

Art. 9. Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

Art. 10. Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé, les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales détenues par chacun d'entre eux ne sont transmissibles que conformément à l'article 189 de la Loi.

Art. 11. La Société n'est pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

Art. 12. La Société est gérée par un (ci-après, le Gérant Unique) ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constituent un conseil de gérance (ci-après, le Conseil de Gérance). Le(s) gérant(s) ne doit(vent) pas obligatoirement

être associé(s). Le(s) gérant(s) peut(vent) être révoqué(s) à tout moment, avec ou sans motif, par une décision des associés détenant plus de la moitié du capital social.

Art. 13. Dans les rapports avec les tiers, le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance a tous pouvoirs pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social de la Société, sous réserve qu'aient été respectés les termes du présent article.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les Statuts relèvent de la compétence du Gérant Unique ou du Conseil de Gérance.

Envers les tiers, la Société est valablement engagée par la signature individuelle de son Gérant Unique ou, en présence d'un Conseil de Gérance, comme défini par l'assemblée générale des associés.

Le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance a le droit de déléguer certains pouvoirs déterminés à un ou plusieurs mandataires, gérants ou non, associés ou non.

Art. 14. Le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance peut déléguer la gestion journalière de la Société à un ou plusieurs gérant(s) ou mandataire(s) et déterminer les responsabilités et rémunérations, le cas échéant, des gérants ou mandataires, la durée de la période de représentation et toute autre condition pertinente de ce mandat.

Le Conseil de Gérance peut élire un président parmi ses membres. Si le président ne peut être présent, un remplaçant est élu parmi les gérants présents à la réunion.

Le Conseil de Gérance peut élire un secrétaire, gérant ou non, associé ou non.

Le Conseil de Gérance se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige. Les réunions du Conseil de Gérance sont convoquées par le président, le secrétaire ou par deux (2) gérants au lieu indiqué dans la notice de convocation. Le Conseil de Gérance peut valablement délibérer et prendre des décisions sans convocation préalable si tous les gérants sont présents ou représentés.

Un gérant peut en représenter un autre au Conseil de Gérance, et un gérant peut représenter plusieurs gérants.

Le Conseil de Gérance ne peut délibérer et prendre des décisions que si une majorité de ses membres est présente ou représentée par procurations, et toute décision du Conseil de Gérance requiert la majorité simple.

Un ou plusieurs gérants peuvent participer aux réunions du conseil par conférence téléphonique ou par tout autre moyen similaire de communication permettant à tous les gérants participant à la réunion de se comprendre mutuellement. Une telle participation équivaut à une présence physique à la réunion. Les décisions prises peuvent être documentées dans un document unique ou dans plusieurs documents séparés ayant le même contenu, signé(s) par tous les participants.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les gérants, produit effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du Conseil de Gérance dûment convoquée et tenue. Cette décision peut être documentée dans un document unique ou dans plusieurs documents séparés ayant le même contenu, signés par tous les membres du Conseil de Gérance.

Le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance peut décider de payer des acomptes sur dividendes sur base d'un état comptable préparé par le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance duquel il ressort que des fonds suffisants sont disponibles pour distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice fiscal, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminué des pertes reportées et des sommes à porter en réserve en vertu de la Loi ou des Statuts.

Art. 15. Le ou les gérants ne contractent à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Art. 16. Le(s) associé(s) exerce(nt) tous les pouvoirs attribués à l'assemblée générale des associés.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quel que soit le nombre de parts qu'il détient. Chaque associé possède des droits de vote en rapport avec le nombre de parts détenues. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social.

Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts ne peuvent être adoptés que par une majorité d'associés détenant au moins les trois quarts du capital social, conformément aux prescriptions de la Loi.

Art. 17. L'exercice social commence le premier janvier et se termine le trente-et-un décembre de la même année.

Art. 18. Chaque année, à la fin de l'exercice social, les comptes de la Société sont établis et le Gérant Unique, ou le Conseil de Gérance, prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

Tout associé peut prendre connaissance desdits inventaire et bilan au siège social de la Société.

Art. 19. L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais, charges, amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent (5%) du bénéfice net sont affectés à la réserve légale.

Ces prélèvements cessent d'être obligatoires lorsque la réserve légale atteint dix pour cent (10%) du capital social, mais doivent être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve se trouve entamé.

Le solde du bénéfice net peut être distribué à l'associé unique ou aux associés au prorata de leur participation dans la Société.

Art. 20. Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation est assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par l'(es) associé(s) qui détermine(nt) leurs pouvoirs et rémunération.

Au moment de la dissolution de la Société, toute distribution aux associés se fait en application de l'article 19.

Art. 21. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une disposition spécifique des Statuts, il est fait référence à la Loi.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la Société et se termine le 31 décembre 2015.

Souscription - Libération

Les 12.500 (douze mille cinq cents) parts sociales ont été souscrites par la comparante palero invest S.à r.l., prénommée et représentée comme ci-avant.

Toutes les parts sociales ont été libérées par le souscripteur prèdit moyennant apport en numéraire, de sorte que le montant de EUR 12.500,-(douze mille cinq cents euros) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant qui le constate.

Frais

Le comparant a évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution à environ neuf cents euros (900,-EUR).

Décisions de l'associé unique:

L'associé unique, représentée comme ci-avant et représentant l'intégralité du capital social, a pris les résolutions suivantes:

1. Les personnes suivantes sont nommées gérants de la Société pour une durée indéterminée:

- M. Christophe GAUL, né le 3 avril 1977 à Messancy (Belgique), avec une adresse professionnelle à 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg;

- Mme Constance COLLETTE, née le 21 juin 1976 à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, avec une adresse professionnelle à 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg.

Envers les tiers, la Société est valablement engagée par la signature individuelle du Gérant Unique ou, en présence d'un Conseil de Gérance, par la signature conjointe de deux gérants.

2. L'adresse du siège social est fixée au 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que le comparant l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire du comparant, celle-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: V. PIERRU, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C. 2, le 20 janvier 2015. Relation: 2LAC/2015/1383. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Paul MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivré à la société.

Luxembourg, le 22 janvier 2015.

Référence de publication: 2015016841/310.

(150020306) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 février 2015.

**Paddington Holding S.A., Société Anonyme,
(anc. Paddington Holding S.A.-SPF).**

Siège social: L-1143 Luxembourg, 15, rue Astrid.

R.C.S. Luxembourg B 36.539.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 janvier 2015.

Référence de publication: 2015017569/10.

(150020161) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 février 2015.

Monastir S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 21, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 192.540.

Le gérant unique décide de transférer le siège social de la Société de son ancienne adresse sise 4, Grand-Rue L-1660 Luxembourg au 21, Avenue Monterey L-2163 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 16 janvier 2015.

Référence de publication: 2015017472/11.

(150020438) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 février 2015.

Property Siegen S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.600,00.

Siège social: L-2551 Luxembourg, 123, avenue du X Septembre.
R.C.S. Luxembourg B 104.888.

In the year two thousand and fourteen, on the thirty first day of the month of December.

Before us, Maître Cosita Delvaux, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

SN Properties S.à r.l, a société à responsabilité limitée (private limited liability company), incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 123, Avenue du X Septembre, L-2551 Luxembourg, having a share capital of twenty nine thousand six hundred seventy five Euros (EUR 29,675) and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés under number B 104.544 (the "Sole Shareholder"),

represented by Ms. Antonine Sanchez, lawyer, professionally residing in Luxembourg, pursuant to a proxy dated 23 December 2014 which shall remain annexed to the present deed after having been signed ne varietur by the proxyholder and the undersigned notary,

being the Sole Shareholder of Property Siegen S.à r.l, a société à responsabilité limitée (private limited liability company), incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 123, Avenue du X Septembre, L-2551 Luxembourg, having a share capital of twelve thousand six hundred Euros (EUR 12,600) and registered with the Registre de Commerce et des Sociétés of Luxembourg under number B 104.888 (the "Company"), incorporated on 10 December 2004 pursuant to a deed of Maître Léon Thomas known as Tom Metzler, notary then residing in Luxembourg-Bonnevoie, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") dated 17 March 2005, number 241, page 11547, and the articles of association have been amended for the last time by Maître Joseph Elvinger, notary then residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on 30 March 2006 published in the Mémorial dated 20 June 2006, number 1191, page 57138.

The appearing party, acting in the above mentioned capacity, declared and requested the notary to record as follows:

1. The Sole Shareholder holds all the one hundred twenty-six (126) shares in issue in the Company so that the total share capital is represented and the resolution can be validly taken by the Sole Shareholder.

2. The items on which a resolution is to be taken are as follows:

Change of the financial year so as to end on 31 January of each year and with the first time as of 31 January 2015 and consequential amendment of Articles 10 and 11 of the articles of association of the Company so that Articles 10 and 11 of the articles of association of the Company read as follows:

“ **Art. 10.** The Company’s financial year runs from February 1st of each year to January 31st .

Art. 11. Each year, as of January 31st , there will be drawn up a record of the assets and liabilities of the Company, as well as a profit and loss account.

The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortizations, charges and provisions, represents the net profit of the Company.

Every year five per cent of the net annual profit of the Company shall be transferred to the Company’s legal reserve until such time as the legal reserve amounts to one tenth of the issued capital. If at any time and for any reason whatsoever the legal reserve falls below one tenth of the issued capital the five per cent annual contribution shall be resumed until such one-tenth proportion is restored.

The excess is attributed to the sole member or distributed among the members if there is more than one. However, the sole member or, as the case may be, a meeting of members may decide, at the majority vote determined by the relevant laws, that the profit, after deduction of any reserve, be either carried forward or transferred to an extraordinary reserve.”

Thereafter the following resolution was passed by the Sole Shareholder of the Company:

Sole resolution

The Sole Shareholder resolved to change the duration of the 2014 financial year and amend Articles 10 and 11 of the articles of association of the Company so that Articles 10 and 11 of the articles of association of the Company read as set out in the above agenda.

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that at the request of the party hereto, this deed is drafted in English followed by a French translation; at the request of the same appearing person in case of divergences between the English and French version, the English version will prevail.

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever, which fall to be paid by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately EUR 1,300.-.

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day before mentioned.

After reading these minutes the appearing party signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quatorze, le trente et un décembre.

Par-devant nous, Maître Cosita Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

SN Properties S.à r.l, une société à responsabilité limitée, constituée en vertu des lois du Grand-Duché de Luxembourg, dont le siège social est situé au 123, Avenue du X Septembre, L-2551 Luxembourg, ayant un capital social de vingt-neuf mille six cent soixante-quinze euros (29.675 EUR) et étant immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 104.544 (l'«Associé Unique»),

représentée par Madame Antonine Sanchez, avocate, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration datée du 23 décembre 2014, laquelle sera annexée au présent acte après avoir été signée ne varietur par le mandataire et le notaire soussigné,

étant l'Associé Unique de Property Siegen S.à r.l, une société à responsabilité limitée, constituée en vertu des lois du Grand-Duché de Luxembourg, dont le siège social est situé au 123, Avenue du X Septembre, L-2551 Luxembourg, ayant un capital social de douze mille six cents euros (12.600 EUR) et étant immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 104.888 (la «Société»), constituée le 10 décembre 2004 en vertu d'un acte de Maître Léon Thomas dit Tom Metzler, notaire alors de résidence à Luxembourg-Bonnevoie, Grand-Duché de Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») du 17 mars 2005, numéro 241, page 11547, et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois le 30 mars 2006 en vertu d'un acte de Maître Joseph Elvinger, notaire alors de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, publié au Mémorial du 20 juin 2006, numéro 1191, page 57138.

La partie comparante, agissant en la qualité mentionnée ci-dessus, a déclaré et requis le notaire d'acter ce qui suit:

1. L'Associé Unique détient l'ensemble des cent vingt-six (126) parts sociales émises dans la Société de sorte que la totalité du capital social est représentée et la résolution peut être valablement prise par l'Associé Unique.

2. Les points sur lesquels une résolution doit être prise sont les suivants:

Changement de l'année sociale pour y mettre fin le 31 janvier de chaque année et pour la première fois le 31 janvier 2015 avec modification corrélatrice des articles 10 et 11 des statuts de la Société afin que les articles 10 et 11 des statuts de la Société aient la teneur suivante:

« **Art. 10.** L'année sociale commence le 1^{er} février de chaque année et se termine le 31 janvier.

Art. 11. Chaque année, au 31 janvier, il sera fait un inventaire de l'actif et du passif de la Société, ainsi qu'un bilan et un compte de profits et pertes. L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais, charges, amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent du bénéfice net annuel de la Société seront transférés à la réserve légale de la société jusqu'à ce que cette réserve atteigne un dixième du capital souscrit. Si à un moment quelconque et pour n'importe quelle raison, la réserve légale représentait moins d'un dixième du capital social, le prélèvement annuel de cinq pour cent reprendrait jusqu'à ce que cette proportion de un dixième soit retrouvée.

Le surplus du bénéfice net est attribué à l'associé unique ou, selon le cas, réparti entre les associés. Toutefois, l'associé unique, ou, selon le cas, l'assemblée des associés à la majorité fixée par les lois afférentes, pourra décider que le bénéfice, déduction faite de la réserve, pourra être reporté à nouveau ou être versé à un fonds de réserve extraordinaire.»

À la suite de quoi, la résolution suivante a été adoptée par l'Associé Unique de la Société:

Résolution unique

L'Associé Unique a décidé de modifier la durée de l'année sociale 2014 et de modifier les articles 10 et 11 des statuts de la Société afin que les articles 10 et 11 des statuts de la Société aient la teneur énoncée dans l'ordre du jour ci-dessus.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare par les présentes qu'à la demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction en langue française; à la demande de la même personne comparante, en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise fera foi.

Frais

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature, payables par la Société en raison du présent acte, sont évalués approximativement à EUR 1.300,-.

Dont Acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Après lecture du présent procès-verbal, la partie comparante et le notaire ont signé le présent acte.

Signé: A. SANCHEZ, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 06 janvier 2015. Relation: 1LAC/2015/260. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 janvier 2015.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015016674/117.

(150019618) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2015.

ImmoFinRE III S.C.A. SICAV-FIS, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 44, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 194.046.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the seventeenth of December.

Before Maître Jean-Joseph Wagner, notary residing in Sanem, Grand-Duchy Luxembourg.

There appeared:

- ImmoFinRE III, a société à responsabilité limitée (limited liability company) duly incorporated under the laws of Luxembourg, with registered office at, 9, rue des Trois Cantons, L-8399 Windhof (the "General Manager")

here represented by Me. Alexandre Cayphas, Attorney at law, with professional address in L-1450 Luxembourg, 47, Côte d'Eich,

by virtue of a proxy given under private seal at Luxembourg, on 23 November 2014,

and

- ImmoFinRe Capital Partners S.A., a société anonyme (public limited company) duly incorporated under the laws of Luxembourg, with registered office at, 9, rue des Trois Cantons, L-8399 Windhof,

here represented by Me. Alexandre Cayphas, previously named,

by virtue of a proxy given under private seal at Luxembourg, on 23 November 2014.

The said proxies, signed ne varietur by the appearing parties and the Notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties, acting in their here above-stated capacities, have required the Notary to enact the deed of incorporation of a Luxembourg société en commandite par actions (company limited by shares) with variable capital, qualifying as a société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé (SICAV), the articles of incorporation of which (the "Articles") shall be as follows:

A - Name, Term, Object, Registered office

Art. 1. Name and Form. There exists among the existing shareholders and those who may become owners of shares in the future, a company in the form of a société en commandite par actions (company limited by shares) with variable share capital qualifying as a "Variable Capital Investment Company" ("Société d'Investissement à Capital Variable" or "SICAV") under the name of ImmoFinRE III S.C.A. SICAV -FIS (hereinafter the "Company") which shall be governed by the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg and in particular the Law dated 13 February 2007 relating to specialized investment funds, as such law may be amended, supplemented or rescinded from time to time (the "Law"), with a view of spreading investment risks and enabling its shareholders to benefit from the results of the management thereof.

Art. 2. Duration. The Company is incorporated for an unlimited period of time.

In any case, the Company may be put into liquidation at any time before this date upon proposition of the General Manager (as defined below) by a resolution of the general meeting of shareholders subject to the quorum and majority requirements necessary for the amendment of the Articles.

The Company shall not be dissolved in the event that its General Manager resigns its mandate, is liquidated, declared bankrupt or is otherwise unable to carry on its business. In such circumstances, the general meeting of shareholders of the Company shall appoint a new General Manager.

Art. 3. Purpose. The sole purpose of the Company is the investment of the funds available to it in securities of all kinds, undertakings for collective investment as well as any other assets and financial instruments as authorised by the law dated 13 February 2007 relating to specialized investment funds, as such law may be amended, supplemented or rescinded from time to time (the “Law”), with a view to spreading investment risks and enabling its shareholders to benefit from the results of the management thereof.

The Company may take any measures and conduct any operations it sees fit for the purpose of achieving or developing its object in accordance with the Law.

Art. 4. Registered office. The registered office of the Company shall be in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg. The registered office of the Company may be moved within the same municipality by a simple decision of the General Manager. Branches, subsidiaries or other offices may be established, either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad (excluding however the United States of America, their territories or dependences) by a simple decision of the General Manager.

If the General Manager considers that extraordinary events of a political, military, economic or social nature, likely to compromise the registered office’s normal activity or easy communications between this registered office and abroad, have occurred or are imminent, it may temporarily transfer the registered office abroad until such time as these abnormal circumstances have ceased completely; this temporary measure shall not, however, have any effect on the Company’s nationality, which, notwithstanding a temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg corporation.

B - Capital

Art. 5. Share capital. The capital of the Company shall be represented by shares (the “Shares”) of no nominal value and shall at any time be equal to the total value of the net assets of the Company and its Sub-Funds (as defined below), if any, according to Articles 17 and 18 hereof.

The capital of the Company is stated in US dollars (“USD” or “US\$”).

The minimum subscribed capital of the Company cannot be lower than the minimum level provided for by the Law.

The share capital of the Company is represented by the manager shares (the “Manager Shares”) subscribed by the General Manager as unlimited shareholder (Associé Commandité), and by limited shares of different categories and types and classes as the case may be (actions de commanditaires) (the “Limited Shares”). The Limited Shares are divided into types of Ordinary Shares subscribed by the investors and Carried Interest Shares such as defined in the offering documents.

At the incorporation, the initial capital of the Company is fifty thousand and one US dollars (USD 50,001) represented by one (1) Manager Share, subscribed by the General Manager, and fifty thousand (50,000) Limited Shares which were entirely paid-up. The minimum capital must be reached within a period of twelve months after the date on which the Company has been authorized as a SICAV FIS in accordance with the Law.

For the purposes of the consolidation of the accounts the reference currency of the Company shall be USD.

Art. 6. Capital variation. The Company’s share capital shall vary, with no need to amend the Articles, as a result of the Company issuing new shares or redeeming its shares.

Art. 7. Sub-funds. The General Manager may, at any time, create different categories of Limited Shares, each one corresponding to a distinct part or sub-fund of the Company’s net assets (hereinafter referred to as a “Sub-Fund”) within the meaning of the Law. The General Manager may assign to each Sub-Fund specific investment objective and policy, specific investment restrictions as well as a particular name.

At the incorporation the Company is composed of one category of Limited Shares which is deemed to correspond for the purpose of the Articles to a Sub-Fund even if, until creation of additional Sub-Fund(s), this category includes all the net assets of the Company.

The General Manager may create at any moment additional Sub-Funds, provided the rights and duties of the shareholders of the existing Sub-Funds will not be modified by such creation.

The General Manager may create each Sub-Fund for an unlimited or limited period of time. The General Manager may reduce, or if the Sub-Fund has been created with a limited period of time, at the expiry of such initial period of time, extend the duration of the relevant Sub-Fund once or several times. At the expiry of the duration of a Sub-Fund, the Company shall redeem all the Limited Shares in the relevant types or class(es) of shares, in accordance with article 13 below, notwithstanding the provisions of article 38 below.

At each prorogation of a Sub-Fund, the shareholders shall be duly notified in writing, by a one-month notice sent to their registered address as recorded in the register of shares of the Company.

The offering documents of the Limited Shares of the Company shall indicate the duration of each Sub-Fund and, if appropriate, its prorogation and liquidation rules which need to be consistent with those stated in Article 34.

As between shareholders, each portfolio of assets shall be invested for the exclusive benefit of the relevant Sub-Fund or Sub-Funds.

The Company shall be considered as one single legal entity. However, pursuant to article 71 (5) of the Law and notwithstanding article 2093 of the Luxembourg Civil Code, with regard to third parties, each Sub-Fund shall be exclusively responsible for all liabilities attributable to it and creditors of a Sub-Fund have no recourse to the assets of the other Sub-Funds. In respect of the relationships between the shareholders, each Sub-Fund is treated as a separate entity.

The General Manager, acting in the best interest of the Company, may decide, in the manner described in the offering documents of the Limited Shares of the Company, that all or part of the assets of two or more Sub-Funds be co-managed amongst themselves on a segregated or on a pooled basis.

For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each Sub-Fund shall, if not expressed in USD, be converted into USD and the capital shall be the total of the net assets of all Sub-Funds.

C - Shares

Art. 8. Form of shares. The Shares shall be issued in registered form only.

Shares may be issued only upon acceptance of the subscription and after receipt of the purchase price. The subscriber will, without delay, upon acceptance of the subscription and receipt of the purchase price by the Company, receive title to the shares purchased by him and, upon application, obtain delivery of definitive share certificates.

All issued registered shares of the Company shall be registered in the register of shareholders which shall be kept by the General Manager or by one or more persons designated thereto by the Company, and such register shall contain the name of each owner of registered shares, its residence or elected domicile as indicated to the Company, the number and class of registered shares it holds, the amounts paid and the bank wiring details of the shareholder.

The inscription of the shareholder's name in the register of shareholders evidences its right of ownership on such registered shares. Any entry in the register of shareholders shall be signed by the General Manager or by one or more other persons duly authorized thereto by the General Manager. Unless specifically requested by a shareholder, the Company will not issue share certificates and shareholders will receive a written confirmation of their shareholding instead. If a shareholder desires to obtain share certificates, related costs will be charged to such shareholder. The share certificates, if any, shall be signed by the General Manager. Such signature shall be either manual, or printed, or in facsimile. However, one of such signatures may be made by a person duly authorized thereto by the General Manager; in this latter case, the signature shall be manual. The Company may issue temporary share certificates in such form as the General Manager may determine.

All notices and announcements may be sent by the Company to the address provided by the shareholders and entered into the register of shareholders. The communications from the Company and the General Manager will generally be made in electronic form through Web-based reporting or exceptionally to the e-mail addresses as provided by each shareholder following the terms and conditions of his investment commitment agreement. These electronic communications will be considered validly delivered unless Luxembourg law or regulation requires a document to be sent by registered mail or any other means of communication that may be required.

In the event that a shareholder does not provide an address as above-described, the Company may permit a notice to this effect to be entered into the register of shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or at such other address as may be so entered into the register of shareholders by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such shareholder. A shareholder may, at any time, change its address as entered into the register of shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

Limited Shares may be transferred at any time, subject to conditions determined by and the authorisation of the General Manager for each type or class of Limited Shares, as the case may be, and as described in these Articles and the offering documents relating to such type or class of Limited Shares.

Every Transfer (as defined below) of a registered share shall be entered in the register of shareholders, such inscription shall be signed by the General Manager or by one or more other persons duly authorized thereto by the General Manager.

Transfer of registered shares shall be effected (a) if share certificates have been issued, upon delivering the certificate or certificates representing such shares to the Company along with other instruments of transfer satisfactory to the Company, and (b), if no share certificates have been issued, by written declaration of transfer to be entered in the shareholders' register, dated and signed by the transferor and the transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act thereto and in accordance with dispositions relating to the transfer of debts as provided by article 1690 of the Luxembourg civil code. Any instrument of transfer showing the consents of the transferor and the transferee in a way deemed as satisfactory by the Company may be required as evidence of the Transfer.

Any payments to shareholders, with respect to registered shares, will be notified at their addresses in the register of shareholders of the Company.

The Company may decide to issue fractional shares (up to the second decimal) to exclusively represent any remaining portion of subscription price, which would not be important enough to account for a complete share. Such fractional shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the net assets attributable to the relevant Sub-Fund or class of shares on a pro rata basis.

The Company recognizes only one single owner per share. If one or more shares are jointly owned or if the ownership of shares is disputed, all persons claiming a right to such share(s) have to appoint one single attorney to represent such share(s) towards the Company. The failure to appoint such attorney implies a suspension of the exercise of all rights attached to such shares.

Art. 9. Types or classes of shares. The General Manager may decide to issue one or several types or classes of Limited Shares in each of the Sub-Funds, which shall be subscribed by Eligible Investors, as defined below.

Each type or class of Limited Shares may differ from the other types or classes with respect to its cost structure, its subscription or redemption procedure, the initial minimum capital commitment and / or further minimum holding required, the kind of target investors, its distribution policy, the currency in which the net asset value is expressed or any other feature. Within each Sub-Fund or class of shares, there may be shares of ordinary type and carried interest type.

Any rule applicable to Sub-Funds shall, mutatis mutandis, apply to type or class of shares as well.

The General Manager may decide not to issue or to cease issuing (a) type(s) or classe(es) of Limited Shares in any of its Sub-Funds.

The General Manager may, in the future, offer new types or classes of Limited Shares without approval of the shareholders, provided the rights and duties of the shareholders of the existing types or class(es) of shares will not be modified by such creation (the dilution resulting from issuing such new types or classes of shares will not be deemed to modify the rights and duties of existing shareholders in the relevant Sub-Fund). Such new types or classes of Limited Shares may be issued on terms and conditions that differ from the existing types or classes of Limited Shares, including, without being limitative, the amount of the management fee attributable to those shares, and other rights relating to liquidity of shares. In such a case, the offering documents of the Company shall be updated accordingly.

Any future reference to a Sub-Fund shall include, if applicable, each type and class of share making up this Sub-Fund and any reference to a type or classes shall include, if applicable, each sub-type or class making up this type or class.

Art. 10. Issue of shares. The Limited Shares of the Company or of any of its Sub-Funds are reserved to well-informed investors within the meaning of article 2 of the Law (hereafter referred to as "Eligible Investors"). The Company will refuse to issue shares to the extent the legal or beneficial ownership thereof would belong to persons or companies which do not qualify as Eligible Investors. Further restrictions might apply to Investors from foreign jurisdiction and these Investors will remain responsible for ensuring that they are allowed to subscribe to the capital of the Company.

Eligible Investors wishing to subscribe for Shares in a Sub-Fund shall execute an investment commitment agreement, which upon acceptance will be signed by the General Manager. Investors thus commit themselves to subscribing and accepting Shares in accordance with the Articles as well as the terms and conditions set forth in the investment commitment agreement and the offering documents.

The General Manager is authorized without limitation to issue partly or fully paid-up shares in any type or class of Limited Shares at any time, without reserving to the existing shareholders a preferential or pre-emptive right to subscribe for the new Limited Shares to be issued.

Besides the restrictions provided by the Law with respect to the investors, the General Manager may, amongst other things and without limitation:

(a) impose restrictions on the frequency at which shares of a certain type or class are issued and, in particular, decide that shares of a particular type or class will only be issued during one or more offering periods or at such other intervals as provided for in the offering documents;

(b) decide that shares of a particular Sub-Fund and/or type or class of Limited Shares shall only be issued to persons or entities that have entered into an investment commitment agreement under which the subscriber undertakes inter alia to subscribe for shares, during a specified period, up to a certain amount;

(c) impose conditions on the issue of shares (including without limitation the execution of such subscription documents and the provision of such information as the General Manager may determine to be appropriate) and fix a minimum subscription, minimum subsequent subscription amount, and/or a minimum commitment or holding amount, as detailed in the offering documents or set by the General Manager from time to time;

(d) determine any default provisions on non or late payment for shares or restrictions on ownership in relation to the shares;

(e) in respect of any one given Sub-Fund and/or type or class of Limited Shares, levy a subscription charge and have the right to waive partly or entirely this subscription charge;

(f) decide that payments for subscriptions to shares shall be made in whole or in part on one or more dealing dates, closings or draw down dates at which the commitment of the investor will be called against issue of shares of the relevant Sub-Fund and/or type or class of Limited Shares.

The above conditions and any further ones shall be mentioned and fully described in the offering documents of the Company and its Sub-Funds.

Whenever the Company or any of its Sub-Funds offers Limited Shares for subscription, the price per share at which such Limited Shares are offered shall be determined in compliance with the rules and guidelines fixed by the General Manager and detailed in the offering documents. Such price shall be increased, as the case may be, by the amount of subscription costs (such as but not limited to any fee, equalization interest or premium), as they are provided in the offering documents.

The price so determined shall be payable within a period provided by the General Manager and mentioned in the offering documents.

The General Manager may confer the authority upon any of its members, any managing director, officer or other duly authorized representative to accept subscription applications, to receive payments for newly issued Limited Shares and to deliver such share certificates to the relevant subscribers.

The Company may, in its absolute discretion, accept or reject any request for subscription for Limited Shares.

The issue of shares shall be suspended if the calculation of the net asset value is suspended pursuant to Article 18 hereafter.

Art. 11. Defaulting Investor. Any investor who defaults on its obligations under its Investment Commitment Agreement, including its obligation to pay the amount requested by the General Manager pursuant to the Investment Commitment Agreement, will be a defaulting investor ("Defaulting Investor").

From the date following the execution date indicated by the General Manager in the Execution Request until the effective payment date (both dates inclusive), any amount owed to the Company that a Defaulting Investor is in default of paying to the Company will, without prior formal notice, be legally subject to defaulting interest ("Defaulting Interest") which will be equal to the 12 month USD LIBOR rate plus 10% on the date of the Default, per annum, and a penalty of 12% of the due outstanding amount ("Penalty") as compensation for the damages suffered by the Company owing to the defaulted payment. The Defaulting Interest and Penalty are payable to the Company, and the latter may, at its discretion, waive it in whole or in part in exceptional circumstances only.

Any Defaulting Investor who receives a Default Notice after the execution date and fails to remedy within 14 calendar days will, legally and without prior formal notice, owe the General Manager the lump sum of USD 5,000 as indemnity corresponding to relating administrative costs ("Indemnity"). For all intents and purposes, it is understood that any amount of fee (in particular, procedural fee) to be paid to the Company will be in addition to the lump sum payable to the General Manager.

If the default continues beyond this 14 calendar day period, the Company reserves the right -but is under no obligation either:

a) to terminate the related Investment Commitment Agreement and to impose a forced redemption of all the Shares of the Defaulting Investor; in this case the Defaulting Investor is no longer required to pay the balance of the Investment Commitment Agreement which has not been paid-up and the Redemption Price as described below shall be paid by the Company to the Defaulting Investors by the completion of the relevant Company's Sub Fund liquidation, with no interest; or

b) to impose a forced redemption of all or part of the Ordinary Shares held by the Defaulting Investor without terminating the related Investment Commitment Agreement; in this case the Defaulting Investor is still required to pay the balance of the Investment Commitment Agreement which has not been paid-up and the Redemption Price as described below shall be paid by the Company to the Defaulting Investors, in whole or in part, through offsetting the difference between the Defaulting Investor's debt (Defaulting Interest, Penalty and Indemnity included) to the Company and the Company's payment to the Defaulting Investor based on the Forced Redemption Price; any balance in favour of the Defaulting Investor will be reimbursed by the Company to the latter at the latest by the completion of the relevant Company's Sub Fund liquidation, with no interest.

In case of forced redemption(s) as provided in the previous paragraph (the "Forced Redemption(s)") each Ordinary Share will be repurchased at a price equal at 50% of the lesser of i) the Subscription Price paid by the Shareholder less any distribution or reimbursement made so far by the Company and ii) the most recently determined Net Asset Value per Share (for the avoidance of doubt adjusted for Capital Calls or repayment of capital since the date of the most recent Net Asset Value) (the "Forced Redemption Price");

With no further formalities, the Defaulting Investor will be notified of the redemption, ("Redemption Notice") to the Shareholder which is recorded in the register as the owner of the Shares.

The Redemption Notice will specify the Shares being redeemed and the redemption price. The Redemption Notice will be sent to the relevant Shareholder by registered mail addressed to its last known address or the address listed in the register of Shares. As of the close of business on the day specified in the Redemption Notice, the Shareholder in question will cease to be a Shareholder, its name will be struck from the register as the case may be.

In addition, the General Manager reserves the right to initiate any proceedings, legal or otherwise, on behalf of the Company against a Defaulting Investor in order to obtain, either in whole or in part, execution of one or more of the

obligations on which he has defaulted. In this case, the Company may claim, in addition to the execution of these obligations, repayment for all expenses incurred to conduct the proceedings, including lawyers' and court fees.

For all intents and purposes, it is understood that measures taken with regard to a second Defaulting Investor may be different from the measures taken with regard to a first Defaulting Investor.

Voting rights, rights to attend general assemblies of shareholders and rights to share dividends held by a Defaulting Investor as well as any other payment to Shareholders by the Company will be suspended until he remedies the default (including until the payment of Defaulting Interest, Penalty and Indemnity and fulfilment of any other obligation).

Ordinary Shares acquired at a Forced Redemption Price by the Company can be cancelled or sold together or not with the Defaulting Investor's Investment Commitment to subscribe to Shares to one or several Investors at the discretion of the General Manager and at a price set by him, all in the best interest of the relevant Sub-Fund according to its sole judgment.

The Company may also sell the Ordinary Shares acquired at a Forced Redemption Price on a secondary market. Should the price paid by the acquirer be lesser than the Forced Redemption Price the latter shall be reduced accordingly.

The Defaulting Investor shall be liable to the Company for its failure to pay for the amount requested by the General Manager within the Investment Commitment of that Defaulting Investor and shall indemnify and hold harmless the Company against all direct or indirect liabilities, obligations, losses, damages, penalties, actions, judgments, suits, proceedings, costs, expenses and disbursements of any kind or nature whatsoever (including, without limitation, reasonable attorneys' fees, fines, judgments and amounts paid in settlement incurred by the Company in connection with such action, suit or proceeding) incurred by the Company as a result of the failure of the Defaulting Investor to pay the amount requested by the General Manager within the time indicated.

Art. 12. Issue of New Share Certificates. If any shareholder can prove to the satisfaction of the Company that its share certificate has been mislaid or destroyed, then, at its request, a duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees, including a bond delivered by an insurance company but without restriction thereto, as the Company may determine from time to time.

On the issue of the new share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original share certificate in place of which the new one has been issued shall become void.

Mutilated or defaced share certificates may be exchanged for new ones by order of the Company. The mutilated or defaced certificates shall be delivered to the Company and shall be cancelled immediately.

The Company may, at its election, charge the shareholder for the costs of a duplicate or of a new share certificate and all reasonable expenses undergone by the Company in connection with the issuance and registration thereof, or in connection with the annulment of the former share certificate.

Art. 13. Redemption. The Company is a closed-ended fund and thus shares shall not be redeemable upon the request of the Shareholders.

As is more especially prescribed herein below, and subject to any restrictions set out by the General Manager for a given type or class, the Company has the power to redeem its own Limited Shares at any time within the sole limitations set forth by the law. Such buy-backs are compulsory for the shareholders. All Ordinary Shares of a given Sub-Fund to be redeemed shall be treated in an equal manner, in proportion to their investment. The redemption price shall be paid within a time frame to be determined by the General Manager.

For the purposes of these Articles, the expression "Business Day" shall mean any day of the week which is not a holiday in Luxembourg and during which banks are open for business in Luxembourg.

The redemption price shall be set by the General Manager at its sole discretion to either (i) the latest net asset value per share available, adjusted by any capital call, distribution of whatever form, costs and fees as set by the General Manager or (ii) the subscription price (for the avoidance of doubt, excluding subscription costs) of the first closing of any relevant Sub-Fund. Within each category, type or class of shares, (i) the relevant shareholders shall be treated in an equal manner in proportion to their investment (ii) such redemptions shall be made without prejudice to article 34 related to Allocation of Investment Proceeds.

If as a result of any redemption request by the Company, the number or the aggregate net asset value of the shares held by a shareholder in any class of shares would fall below such value necessary for this shareholder to be considered ipso facto as an Eligible Investor, then the number of shares to be redeemed to such shareholder may be limited in order to maintain the participation of such shareholder at the minimum level(s) required.

The General Manager will proceed with a forced redemption, at the Shareholder's expense, of Ordinary Shares held by a Shareholder who does not have or no longer has the status of Eligible Investor or, with regard to his status as an Eligible Investor in the meaning of the Law, made false statements or falsified supporting documents or did not make the required statements or submit the required supporting documents to the administrative agent such as described in the offering documents.

The Limited Shares shall be redeemed by the Company at the term of the Company or at any such time as the General Manager shall deem appropriate in light of prevailing market conditions and within the guidelines defined by the General

Manager from time to time and more fully described in the offering documents. Repurchase of the Shares shall be subject to the absolute discretion of the General Manager.

Written notification of the redemption shall be given to the Shareholders not less than 10 (ten) Business Days prior to the date of such redemption. Such notification shall include the date of redemption, which must be a Business Day.

Any costs associated to the redemption of Limited Shares shall be paid by the Company unless in case of Forced Redemptions where the cost will be paid by the relevant Shareholder.

In addition, the shares may be redeemed compulsorily in accordance with article 16 “Limitation on the ownership of shares” and article 11 “Defaulting Investor” herein. All shares redeemed following this procedure by the Company can be cancelled or sold to one or several Investors at the discretion of the General Manager and at a price set by him, all in the best interest of the Company according to its sole judgement.

The Carried Interest Shares can only be bought back by the Company either (i) after the holders of the relevant Ordinary Shares have received in total the amount that they actually invested (excluding subscription costs if any such as but not limited to equalization interest, premium, placement fee, subscription commission), plus the Hurdle as defined below (“the Hurdle”) and (ii) in the event of a termination of Sub-Fund(s) or class(es) of shares. In this case, the redemption price of all the Limited Shares concerned by such termination will be calculated in conformity with the allocation rules provided in article 34 “Allocation of Investment Proceeds”.

Art. 14. Transfer of shares. The expression transfer of shares is hereby defined as any sale, assignment, transfer, exchange, pledge, encumbrance, deposit or any other disposition of shares (“Transfer”). Any such Transfer requires the formal written consent of the General Manager, which consent shall not be unreasonably withheld.

The Transfer of all or part of a shareholder’s shares in the Company or in any Sub-Fund is subject to the provisions of this article 14.

No Transfer of all or any part of any shareholder’s shares in the Company or in any Sub-Fund, whether direct or indirect, voluntary or involuntary (including, without limitation, to an affiliate or by operation of law), shall be valid or effective if:

(a) the Transfer would result in a violation of applicable law or any term or condition of these Articles or of the offering documents;

(b) the Transfer would result in the Company being required to register as an investment company under the United States Investment Company Act of 1940, as amended, or any legal or regulatory provisions with similar effect.

Any Transfer (whether permitted or required) is moreover subject to the purchaser or assignee thereof fully and completely assuming in writing prior to the transfer or assignment, all outstanding obligations of the seller under the investment commitment agreement entered into by the seller, among which that:

(a) the transferee(s) is (are) Eligible Investors;

(b) the transferee does not create a risk for the Company and / or its Shareholders in terms of tax or reporting;

(c) the transferee(s) meet(s) the anti-money laundering (AML) and know-your-customer (KYC) and know-your-transactions (KYT) requirements and fully meet(s) all the related information requests;

(d) the transferee(s) accept(s) all the obligations previously taken by the transferor (including the remaining commitment of the transferor and future capital calls and the guarantee that goes with it whether the transferor provided it or not and accept(s) without any reservation to the investment commitment agreement signed by the transferor and to the existing Articles and offering documents of the Company at the time of the transfer;

(e) the transferees, if more than one, accept to be represented in their relationship with the Company by one representative;

(g) the transferee is not a Prohibited Person as defined in Article 16.

Additional restrictions on transfer may be set out in the offering documents in respect of (a) particular type or class of shares in which case no Transfer of all or any part of any shareholder’s shares in the relevant type or class of shares, whether direct or indirect, voluntary or involuntary (including, without limitation, to an affiliate or by operation of law), shall be valid or effective if any of these additional restrictions on Transfer is not complied with.

The General Manager shall register the Transfer on the basis of any instrument evidencing the Transfer between the transferor and the transferee.

Art. 15. Conversion. Shareholders are not entitled to request the conversion of the shares they hold in one Sub-Fund into shares of another Sub-Fund.

Should the aggregate commitments of a Shareholder reach the threshold allowing it to subscribe to another category, type or class of shares according to the offering documents, such Shareholder may be authorized by the General Manager subject to any terms, conditions and restrictions imposed by the General Manager to move from one category, type or class of shares into another category, type or class of shares and to request conversion of the shares it holds in a given category, type or class of shares into another category, type or class of shares.

The General Manager may impose such restrictions as it shall deem necessary and it may render conversions subject to payment of costs, the amount of which it shall determine on a reasonable basis.

Conversion will be computed on the basis of the last Net Asset Value per share of the relevant type or class of shares, calculated as of the same Valuation Date.

All conversion applications must be presented by the shareholder in writing to the registered office of the Company. Fractions of shares resulting from the conversion will be allocated and no payment in cash corresponding to such fractions will be done.

Shares belonging to shareholders which commitment, for whatever reason except shares redemption and capital reduction, falls below the threshold required to hold a type or class of shares will be automatically converted in the relevant type or class of shares at the Shareholders' cost.

The General Manager may delegate to any director or any executive or other agent of the Company duly authorized to such effect the task of accepting conversions.

Shares, which have been converted into other shares, must be cancelled.

Art. 16. Limitations on the ownership of shares. The General Manager may restrict or prevent the ownership of shares in the Company by any person, firm or corporate body, if it appears to the Company that such ownership results in a breach of law in Luxembourg or abroad, may make the Company subject to tax in a country other than the Grand Duchy of Luxembourg or may otherwise be detrimental to the Company (such persons, firms or corporate bodies to be determined by the General Manager being herein referred to as "Prohibited Persons").

For such purposes the Company may:

A) decline to issue any share and decline to register any Transfer of a share, where it appears to it that such registration or Transfer would or might result in the legal or beneficial ownership of such share by a Prohibited Person;

B) require at any time any person whose name is entered in, or any person seeking to enter a Transfer in the register of shareholders to furnish it with any information, supported by an affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's shares rests or will rest in a Prohibited Person.

When it appears that a shareholder is a Prohibited Person, the Company is entitled in its absolute discretion to:

(a) decline to accept the vote of the Prohibited Person at any General Meeting; and/or

(b) retain all dividends paid or other sums distributed with regard to the shares held by the Prohibited Person; and/or

(c) instruct the Prohibited Person to sell his/her/its shares and to demonstrate to the Company that this sale was made within 60 (sixty) days of the sending of the relevant notice, subject each time to the applicable restrictions on Transfers as set out in Article 14; and/or

(d) proceed with the compulsory redemption of all the relevant shares if it appears that a Prohibited Person, either alone or together with other persons, is the owner of shares in the Company, or proceed with the compulsory redemption of any or a part of the shares, if it appears to the Company that one or several Prohibited Person(s) is or are owner or owners of a proportion of the shares in the Company. The following procedure shall be applied:

1. the General Manager shall send a notice (hereinafter called the "Redemption Notice") to the relevant investor mentioned in the shareholders' register of the Company as the owner of the shares to be redeemed; the redemption notice shall specify the shares to be redeemed, the price to be paid and the place where this price shall be payable. The Redemption Notice may be sent to the investor by recorded delivery letter to his latest address known to or appearing in the books of the Company;

From the closing of the offices on the day specified in the Redemption Notice, the relevant investor shall cease to be the owner of the shares specified in the redemption notice and its name shall be crossed off the shareholders' register of the Company;

2. the price at which the shares specified in the Redemption Notice shall be redeemed (the "Redemption Price") shall be equal to the lesser of the subscription price paid by the Shareholder and the most recent net asset value for the Shares, each with a significant discount as defined in the offering documents, and adjusted by any capital call, distribution of whatever form, costs and fees as set by the General Manager.

Payment of the Redemption Price will be made to the owner of such shares in the reference currency of the relevant class, except during periods of exchange restrictions, and will be deposited by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the Redemption Notice) for payment to such owner.

Upon deposit of such redemption price as aforesaid, no person interested in the shares specified in such Redemption Notice shall have any further interest in such shares or any of them, or any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right of the shareholders appearing as the owner thereof to receive the Redemption Price so deposited (without interest) from such bank, as aforesaid. Any redemption proceeds receivable by a shareholder under this paragraph but not collected within a period of five years from the date specified in the Redemption Notice, may not be claimed any further and shall revert to the relevant type(s) or class(es) of shares. The General Manager shall have power from time to time to take all steps necessary to implement such reversion and to authorize any action on behalf of the Company to this purpose.

The relevant Investor is thereupon struck from the register of shareholders and the General Manager registers the transfer of the Shares in favor of the Company.

Shares acquired following this procedure by the Company can be cancelled or sold to one or several Investors at the discretion of the General Manager and at a price set by him, all in the best interest of the Company according to its sole judgement

The exercise by the Company of this power shall not be questioned or invalidated in any case, on the grounds that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any Redemption Notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Company in good faith.

Art. 17. Net asset value. The net asset value of the shares in every class, type or sub-type of share for each Sub-Fund of the Company, shall be determined at least once a year and expressed in the currency(ies) decided upon by the General Manager such as reflected in the offering documents, in accordance with this article 17. The General Manager shall decide the days by reference to which the assets of each Sub-Fund shall be valued (each a "Valuation Date"), such as reflected in the offering documents, and the appropriate manner to communicate the net asset value per share to the involved persons, in accordance with the legislation in force.

The net asset value of each type or class of shares of each Sub-Fund shall be expressed in the reference currency of the relevant type or class (unless due to a situation which renders, in the opinion of the General Manager, such valuation by using the reference currency either impossible or harmful towards the shareholders) as a per share figure and shall be determined as of any Valuation Date by dividing the assets of the Company attributable to the relevant type or class minus the liabilities attributable to such type or class, on any such Valuation Date, by the number of shares of the relevant type or class then outstanding, in accordance with the rules set forth below.

The net asset value of the Company will be calculated to four decimal points and only on the portion of the capital which has been called and is paid up.

If, since the time of determination of the net asset value with respect to the relevant Valuation Date, there has been a material change in the valuations of the investments attributable to the relevant type or class of shares in the relevant Sub-Fund, the Company may, in order to safeguard the interests of the shareholders and of the Company, cancel the first valuation and carry out a second one. Any preceding subscriptions will not be altered and future subscription requests and redemptions shall be treated on the basis of this second evaluation.

I. The Company's assets shall include:

- a) all cash in hand or on deposit, including any outstanding accrued interest;
- b) all bills and promissory notes and accounts receivable, including outstanding proceeds of any sale of securities;
- c) all securities, shares, bonds, time notes, debenture stocks, options or subscription rights, warrants, money market instruments, and all other investments and transferable securities belonging to the Company;
- d) all stock dividends, cash dividends and cash due to the Company to the extent information thereon is reasonably available to the Company (the Company may, however, make adjustments to account for any fluctuations in the market value of transferable securities resulting from practices such as ex-dividend or ex-claim negotiations);
- e) all outstanding accrued interest on any interest-bearing securities belonging to the Company, unless this interest is included in the principal amount of such securities;
- f) the Company's or Sub-Fund's preliminary expenses, including the cost of issuing and distributing shares, to the extent that such expenses have not already been written-off;
- g) the Company's or Sub-Fund's other fixed assets, including office buildings, equipment and fixtures, depreciated as appropriate;
- h) all other assets, whatever their nature, including the proceeds of swap transactions and advance payments.

II. The Company's liabilities shall include (without limitation):

- a) all loans, bills, promissory notes and accounts payable;
- b) all accrued interest on loans or other debts of the Company (including accrued fees for commitment for such loans or other debts);
- c) all accrued or payable expenses (including fees payable to agents);
- d) all known liabilities, whether already due or not, including all contractual obligations that have reached their term, involving payments made either in cash or in the form of assets, including the amount of any dividends declared by the Company regarding each class of shares of the Company or of any Sub-Fund but not yet paid;
- e) an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the Valuation Date, as determined from time to time by the General Manager and - as the case may be - any other reserves authorised and approved by the General Manager, as well as such amount (if any) as the General Manager may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Company;
- f) all other liabilities of the Company of any kind with respect to each Sub-Fund. In determining the amount of such liabilities, the Company shall take into account all expenses payable by the Company including, but not limited to: formation expenses, costs relating to any amendments of the Articles, the offering documents and any other document relating to

the Company, commissions and expenses payable to the General Manager, accountant, custodian and corresponding agents, domiciliation agent, administrative agent, transfer agent, paying agents or any other agents, service providers, representatives and/or employees of the Company, as well as permanent representatives of the Company in the countries where it is registered, expenses for legal support and the auditing of the Company's annual accounts, promotion costs, printing and publishing costs for share sales documents, the printing costs of the annual and interim financial reports, the costs of holding general meetings and meetings of the General Manager, reasonable travel costs directly related to the operations of the Company for officers / directors / General Manager's staff / members of the investment committees, directors' fees, costs of registrations and filings, all taxes and duties withheld by government authorities and stock markets, the costs of publishing the issue and redemption prices and any other operating expenses, including financial, banking or broking expenses incurred during the purchase or sale of assets or otherwise, and all other administrative expenses.

To value the amount of these commitments, the Company will take into account, on a time-prorated basis, any recurrent or one-off administrative and other expenses.

The Company is a single legal entity unless otherwise agreed upon with the creditors; however commitments of any Sub-Fund are the sole liability of the relevant Sub-Fund. In this regard, third parties should note that if the Company incurs a liability which relates to a particular Sub-Fund, the creditor's recourse with respect to such liability shall be limited solely to the assets of the relevant Sub-Fund.

III. The value of the Company's assets shall be determined as follows:

(1) the value of any cash in hand or on deposit, discount notes, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received, shall be equal to the entire amount thereof, unless the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be determined after making such discount as the General Manager may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof;

(2) the value of all portfolio securities and money market instruments or derivatives that are listed on an official stock exchange or traded on any other regulated market will be based on the latest available price on the principal market on which such securities, money market instruments or derivatives are traded, as supplied by a recognized pricing service approved by the General Manager; if such prices are not representative of the fair value, such securities, money market instruments or derivatives as well as other permitted assets may be valued at a fair value at which it is expected that they may be resold, as determined in good faith by and under the direction of the General Manager;

(3) debt instruments not listed or dealt in on any stock exchange or any other regulated market shall be reported at fair value.;

(4) the fair value, for un-listed debt securities or securities not negotiated on a regulated market shall be determined according to the "International Private Equity and Venture Capital Valuation Guidelines" ("IPEVCVG") established by the "European Venture Capital Association" ("EVCA");

(5) participations in investment funds are valued at their fair value. The fair value of the participations in investment funds shall be based on the latest available valuation corrected for any calls for or redemption of capital and dividend payments that have taken place between that latest valuation date and the next valuation date. Generally, participations in investment funds will be valued in accordance with the methods provided by the articles and offering memorandum governing such investment funds. These valuations shall normally be provided by the funds administrator or valuation agent of an investment fund. On an exceptional basis, and, in the best interests of the Company and the Investors, with complete transparency, the General Manager may adjust this valuation at its sole discretion in cases where its estimate of the probable fair value differs from that of the underlying fund manager. More specifically, this may be the case, for example, if the net asset value of the underlying fund is not available, when the application of this methodology is made impracticable by specific circumstances, when the methodology produces unreliable results, where reasonable unrealized gains have not been reported in the net asset value of underlying funds, when underlying funds do not call capital and use financial leverage in advanced projects, or when capital has been called by underlying funds after the date of their net asset value but before the date at which the Company's net asset value is set;

(6) the valuation of swaps will be based on their fair value, which itself depends on various factors (e.g. level and volatility of the underlying asset, market interest rates, residual term of the swap); any adjustments required as a result of issues and redemptions are carried out by means of an increase or decrease in the nominal of the swaps, traded at their market value;

(7) the valuation of derivatives traded over-the-counter (OTC), such as futures, forward or option contracts not traded on exchanges or on other recognized markets, will be based on their fair value or market value if there is a market determined, pursuant to the policies established by the General Manager, on the basis of recognized financial models in the market and in a consistent manner for each category of contracts. The fair value of a derivative position is to be understood as being equal to the net unrealized profit/loss with respect to the relevant position;

(8) the value of other assets will be determined prudently and in good faith by and / or under the direction of the General Manager in accordance with generally accepted valuation principles and procedures.

The General Manager may, at its sole discretion and in a consistent manner, authorize the use of other methods of valuation if it considers that such methods would enable the fair value of any asset of the Company to be determined more accurately.

The fair value of an asset is determined by the General Manager, or by a committee appointed by the General Manager, or by a designee of the General Manager.

For the purpose of their valuation, assets and liabilities of the Company or of each Sub-Fund that are expressed in foreign currencies shall be converted into the relevant reference currency, based on the latest known exchange rates prevailing on the Valuation Date. If no official exchange rate is available, it shall be determined in good faith and following procedures decided by the General Manager.

All valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with generally accepted accounting principles in Luxembourg.

Adequate provisions will be made (and allocated to the relevant Sub-Fund) for expenses incurred and due account will be taken of any off-balance sheet liabilities in accordance with fair and prudent criteria.

In the absence of bad faith, gross negligence or manifest error, every decision to determine the net asset value taken by the General Manager or by any bank, company or other organization which the General Manager may appoint for such purpose, shall be final and binding on the Company and present, past or future shareholders.

IV. For the purpose of allocating the assets and liabilities between the Sub-Funds the General Manager will establish a portfolio of assets for each Sub-Fund in the following manner:

(a) the proceeds from the issue of each share of each Sub-Fund are to be applied in the books of the Company to the portfolio of assets established for that Sub-Fund and the assets and liabilities and income and expenditure attributable thereto are applied to such portfolio subject to the following provisions;

(b) where any asset is derived from another asset, such derivative asset is applied in the books of the Company to the same portfolio as the asset from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or diminution in value is applied to the relevant portfolio;

(c) where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular portfolio or to any action taken in connection with an asset of a particular portfolio, such liability is allocated to the relevant portfolio;

(d) in the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular portfolio, such asset or liability is allocated to all the portfolios pro rata to the net asset values of the relevant Sub-Funds;

(e) upon the payment of distributions to the holders of shares in any Sub-Fund, the net asset value of such Sub-Fund shall be reduced by the amount of such distributions.

(f) The currency gains or losses of the hedging techniques used for hedging a currency class will be allocated to the relevant class.

Towards third parties, the assets of a given Sub-Fund will be liable only for the debts, liabilities and obligations concerning that Sub-Fund. In relations between shareholders, each Sub-Fund is treated as a separate entity.

Art. 18. Suspension of calculation of the net asset value. Subject to the provisions of the offering documents, the General Manager may suspend the determination of the net asset value and/or, where applicable, the subscription and redemption of shares of the Company or one or more Sub-Funds, in the following cases:

a) during any period when any one of the stock exchanges or other principal markets on which a substantial portion of the assets of the Company attributable to the relevant Sub-Fund, type or class of shares, from time to time, is quoted or dealt in is closed (otherwise than for ordinary holidays) or during which dealings therein are restricted or suspended provided that such restriction or suspension affects the valuation of the investments of the Company attributable to such Sub-Fund or class of shares quoted thereon; or

b) during any period when, as a result of political, economic, military or monetary events or any circumstances outside the control, responsibility and power of the General Manager, or the existence of any state of affairs which constitutes an emergency in the opinion of the General Manager, disposal or valuation of the assets held by the Company attributable to the relevant Sub-Fund, type or class of shares is not reasonably practicable without this being seriously detrimental to the interests of shareholders, or if in the opinion of the General Manager the issue and, if applicable, redemption prices cannot fairly be calculated; or

c) during any breakdown in the means of communication or computation normally employed in determining the price or value of any of the investments of the Company attributable to the relevant Sub-Fund, type or class of shares or the current prices or values on any stock exchanges or other markets in respect of the assets attributable to such Sub-Fund or class of shares held by the Company; or

d) when, for any other reason, the prices of any significant investments owned the Company and attributable to a Sub-Fund, type or to a class of shares cannot be promptly or accurately ascertained; or

e) during any period when any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments cannot, in the opinion of the General Manager, be effected at normal rates of exchange; or

f) from the time of publication of a notice convening an extraordinary general meeting of shareholders for the purpose of winding up the Company or any Sub-Fund(s) (if any), or merging / de-merging the Company or any Sub-Fund(s) (if any), or informing the shareholders of the decision of the Board of Directors to terminate or merge / de-merge any Sub-Fund(s) (if any); or

g) if restrictions on foreign exchange or with regard to capital transactions prevent the settlement of transactions on behalf of a Sub-Fund within the Company

h) when for any other reason, the prices of any investments cannot be promptly or accurately ascertained, under the condition that such investments form a substantial part of the Company's assets.

Notice of the beginning and of the end of any period of suspension shall be given by the Company to all the shareholders affected, i.e. having made an application for subscription or redemption of shares for which the calculation of the net asset value has been suspended. Such a notice may be published by the Company, as the case may be, following the procedure determined by the General Manager.

No shares of the relevant Sub-Fund (if any) or of the Company, will be issued or redeemed within the period of suspension.

D - Administration and Management of the Company

Art. 19. General Manager. The Company shall be managed by ImmoFinRE III, a limited liability (“société à responsabilité limitée”) company incorporated under the laws of Luxembourg, in its capacity as General Manager of the Company (the “General Manager”).

In the event of legal incapacity, liquidation or other permanent situation preventing the General Manager from acting as General Manager of the Company, the Company shall not be immediately dissolved and liquidated, provided that an administrator, who need not be a shareholder, is appointed by the chairman of the Investment Committee to effect urgent or mere administrative acts, until a general meeting of shareholders is held, which such administrator shall convene within fifteen (15) days of his appointment. At such general meeting, the shareholders may appoint, in accordance with the quorum and majority requirements for the amendment to the Articles of Incorporation, a successor manager. Failing such appointment, the Company shall be dissolved and liquidated.

Any such appointment of a successor manager shall not be subject to the approval of the General Manager.

In any other case, the General Manager of the Company may be replaced without its consent only when its proven fraud, proven gross negligence, proven bad faith or proven wilful malfeasance has been determined by an arbitrator or competent court in a final decision by calling an extraordinary general meeting of Shareholders which will decide the replacement of the General Manager and the appointment of a substitute approved by the Commission de Surveillance du Secteur Financier or successor regulatory authority with a quorum of 50% of the voting rights and a majority of votes of 90% of the Shares represented at the meeting.

Art. 20. Powers of the General Manager. The General Manager shall determine the investment policies and strategies of the Company and of each Sub-Fund, and the course of conduct of the management and business affairs of the Company, as set forth in the offering documents for the shares of the Company, in compliance with applicable laws and regulations.

The Company is authorized to employ techniques and instruments to the full extent permitted by law for the purpose of efficient portfolio management.

All powers not expressly reserved by law or by these Articles of Incorporation to the general meeting of shareholders are in the competence of the General Manager.

The General Manager may appoint investment advisors and managers, as well as any other management or administrative agents. The General Manager may enter into agreements with such persons or companies for the provision of their services, the delegation of powers to them, and the determination of their compensation to be borne by the Company.

The General Manager may establish (an) advisory board(s) as provided for in the offering documents for the shares of the Company or any Sub-Fund.

Art. 21. Corporate signature. Vis-à-vis third parties, the Company is validly bound by the sole signature of the General Manager or by the signature(s) of any other person(s) to whom authority has been delegated by the General Manager.

Art. 22. Investment Committee. The General Manager will be assisted by an investment committee (the “Investment Committee”). Its composition, operational rules and functions, as well as the appointment and remuneration of its members, will be determined by the General Manager such as reflected in the offering documents. The Investment Committee will act in a purely consultative manner and cannot make any investment decisions. However, the General Manager may not decide to approve or make an investment or divestment against the opinion of the majority of the members of the Investment Committee or of its chairman. The compensation of the members of the Investment Committee shall be borne by Company and they will be also entitled to a portion of the carried interest.

Any Sub-Fund may also have its own Sub-Investment Committee in addition to the Company's Investment Committee such as described in the offering documents.

Art. 23. Conflict of interest. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that the General Manager or any one or more of the shareholders, directors and/or managers and/or officers of the General Manager is interested in, or is a shareholder, director, associate, officer or employee of, such other company or firm.

Any manager or officer of the General Manager who serves as a director, manager, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall, by reason of such affiliation with such other company or firm, (1) be obliged to disclose such affiliation to the General Manager and (2) be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Possible existence of conflicts of interest and the procedure to manage conflicts of interest are described in the offering documents.

Art. 24. Indemnification. The Company may indemnify any manager, officer, executive or authorised representative of the General Manager, together with his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his activities on behalf of the Company, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for proven fraud, proven gross negligence or proven wilful malfeasance; in the event of an out-of-court settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by a counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which such person may be entitled.

E - General meetings

Art. 25. General Meetings of Shareholders of the Company. The general meeting of the shareholders of the Company shall represent all the shareholders of the Company. Without prejudice to the provisions of Article 20 and to any other powers reserved to the General Manager by these Articles, it shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company, provided that, any resolution of the general meeting of shareholders amending the Articles or creating rights or obligations vis-à-vis third parties must be approved by the General Manager. Its decisions shall be binding upon all shareholders of the Company regardless of the type or class of shares held by them.

Without prejudice to article 19 paragraph 4, any resolution of a meeting of shareholders to the effect of amending these Articles of Incorporation or for which the law refer to the conditions required for the amendment of the articles of incorporation must be passed with (i) a presence quorum of fifty percent (50%) of the shares issued by the Company, (ii) the approval of a majority of at least two-thirds (2/3) of the votes validly cast by the shareholders present or represented at the meeting and (iii) the consent of the General Manager.

Each amendment to these Articles entailing a variation of rights of a type or class must be approved by a resolution of the shareholders' meeting of the Company entailing the approval of each type or class concerned.

The minutes of the general meeting of shareholders shall be signed by the board of the meeting. Copies or extracts of these minutes shall be signed by the General Manager.

Art. 26. Annual General Meeting of Shareholders of the Company. The annual general meeting of shareholders shall be held in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the third Wednesday of the month of June at 5.00 p.m. (Luxembourg time). If this day is not a Business Day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next Business Day.

The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgement of the General Manager, exceptional circumstances so require.

Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

Art. 27. Quorum and Vote. The quorums and time limits required by law shall govern the notice and conduct of the meetings of shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

Each share of whatever class and regardless of its net asset value is entitled to one vote. A shareholder may act at any meeting of shareholders by giving a written proxy to another person who need not be a shareholder and may be the General Manager or one of its representatives. The proxy may be given by facsimile transmission or similar means of communication deemed acceptable by the General Manager.

Except as otherwise required by law or as otherwise provided herein, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of those present or represented and voting.

The General Manager may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

Art. 28. Convening of the Meetings of Shareholders. Shareholders will meet upon call by the General Manager. It may also be called upon the request of shareholders representing at least one tenth of the share capital. Notices setting forth the agenda shall be sent by registered mail at least eight days prior to the meeting to each shareholder at the shareholder's address in the shareholders' register. The giving of such notice to registered shareholders needs not to be justified to the meeting.

The General Manager may determine in accordance with the law all other conditions that must be fulfilled by shareholders in order to attend any meeting of shareholders. If all shareholders are present or represented and consider

themselves as being duly convened and informed of the agenda, the meeting of shareholders may take place without notice of meeting.

The business transacted at any meeting of the shareholders shall be limited to the matters contained in the agenda (which shall include all matters required by law) and business incidental to such matters.

Art. 29. General meetings in a Sub-Fund or in a class of shares. The shareholders of the class or classes issued in respect of any Sub-Fund by the Company may hold, at any time, meetings of shareholders to decide on any matters which relate exclusively to such Sub-Fund or class or classes of shares.

The provisions of article 25 to 28 shall apply, mutatis mutandis, to such general meetings.

Unless otherwise provided for by law or herein, the resolutions of the meeting of shareholders of a Sub-Fund (if any) or of a class of shares are passed by majority vote of the shareholders present or represented.

Art. 30. Liability. The General Manager is jointly and severally liable for all liabilities which cannot be met out of the assets of the Company. The Company shall moreover subscribe a liability insurance for itself and its management at the cost of the Company.

The holders of Limited Shares shall refrain from acting on behalf of the Company in any manner or capacity other than by exercising their rights as shareholders in general meetings and shall only be liable to the extent of their contributions and commitments to the Company.

F - Annual accounts

Art. 31. Financial year. The Company's financial year shall start on 1st January of each year, with the exception of the first year and shall end on 31st December.

The Company shall publish an annual report in accordance with the legislation in force.

Art. 32. Distributions. A. Dividends distributions. The General Manager may decide to distribute dividends following the conditions and process it shall determine in accordance with the law, the Articles and the offering documents.

The Company may distribute as much as it deems appropriate insofar as the total net assets of the Company remain above the minimum share capital as provided by the Law.

In any event, the General Manager may resolve to pay interim dividends and make advance payments with respect to dividends on its own discretion within the limits of these Articles, the law and the offering documents.

Notices of the payment of dividends and interim dividends will be sent to the Shareholders.

The dividends declared may be paid in the currency of the relevant class or in any other currency selected by the General Manager and may be paid at such places and times as may be determined by the General Manager.

Any distribution that has not been claimed within five years of its declaration shall be forfeited and revert to the relevant class of shares.

No interest shall be paid on a dividend declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiary.

B. The dispositions included in Article 32 A. here above are applicable mutatis mutandis to other forms of distributions to the shareholders by the Company such as but not limited to share redemptions, capital reductions or liquidation proceeds.

G - Investment Proceeds and Allocation

Art. 33. Investment Proceeds. Investment Proceeds of the Company or of a Sub-Fund available for allocation to the relevant Ordinary Shareholders prior to its dissolution or termination of a Sub-Fund will consist of:

(a) any securities that are freely tradable and unrestricted (the "Marketable Securities") received by the Company in connection with the disposition of target investments attributable to a Sub-Fund (after payment of the various outstanding fees and expenses incurred by the Company or by such Sub-Fund including expenses relating to such proceeds), including, without limitation, any cash proceeds of Marketable Securities received by the Company in connection with an exchange, redemption, repayment, recapitalization or repurchase of or relating to a target investment attributable to the relevant Sub-Fund; and;

(b) any cash proceeds (such as dividends, interest capital reimbursements or other payments of whatever nature received by the Company in connection with a target investment attributable to the relevant Sub-Fund ((a) and (b) together "Investment Proceeds").

Upon dissolution of the Company or termination of a Sub-Fund, allocations may also include any other assets of the Company attributable to such Sub-Fund.

Art. 34. Allocation of Investment Proceeds. Without prejudice to paragraph 2 and 3 of this article if not reinvested in accordance with the offering documents, a minimum portion of the Investment Proceeds and within a period of time such as determined by the General Manager and referred in the offering documents will, at the discretion of the General Manager, be attributed to the holders of relevant Ordinary Shares as soon as possible after the money is received, in a form determined by the General Manager (such as but not limited to distribution of dividends, redemption of shares,

reduction of capital, advance on the proceeds from liquidation). Such distribution may in certain cases be recallable from shareholders such as described in the offering document.

In addition, the Company will have the right to deduct a provision for its expenses in any distribution to shareholders.

Investment Proceeds of the Company or of a Sub-Fund together with any other assets of the Company attributable to such Sub-Fund if any ("Aggregate Proceeds") will be distributed in any form determined by the General Manager (such as but not limited to distribution of dividends, redemption of shares even at a price equal to the subscription price, reduction of capital, advance on the proceeds from liquidation, proceeds from liquidation) before and after the dissolution of the Company or termination of a Sub-Fund in such a way that at the end after payment of the various outstanding fees and expenses incurred by the Company or by such Sub-Fund the allocation between the relevant Limited Shares is as follows:

- the Aggregate Proceeds will first be paid to the holders of the relevant Ordinary Shares until Class by Class of Ordinary Shareholders, these shareholders receive in total the amount that they actually invested (excluding subscription costs if any such as but not limited to equalization interest, premium, placement fee, subscription commission), plus a sum (the "Hurdle") providing them with an internal rate of return such as determined by the General Manager for each type or Class of Ordinary Shares and referred to in the offering documents on the amounts that they invested, calculated based from the financial cash flows to and from the relevant Ordinary Shares holders according to the rules such as determined by the General Manager and referred to in the offering documents;

- the balance (if any) a portion of which will be distributed to the holders of the relevant Carried Interest Shares, and the remainder to the holders of the relevant Ordinary Shares such as determined by the General Manager and referred to in the offering documents.

Upon dissolution of the Company or termination of a Sub-Fund, for any residual non-cash investments the General Manager may (i) organise an auction among relevant Limited Shareholders and third parties, according to the terms and conditions defined by the General Manager, or (ii) hire an intermediary, at the Company's expenses, to organize one or several private placements on the secondary markets, or (iii) allocate in kind to the relevant Limited Shareholder such non-cash investment subject of a report drawn up by an independent auditor. Allocation in kind is only possible provided that (i) equal treatment is afforded to relevant shareholders.

Without prejudice to paragraph 1, 2 and 3 of this article, the General Manager shall ensure that the amount attributed, pursuant to this articles, to the holders of relevant Ordinary Shares for a determined financial year shall be at least equal to ninety percent (90%) of the net proceeds derived from investments after deduction of the expenses of the Company during such financial year.

H - Auditor

Art. 35. Auditor. The operations of the Company and its financial situation including in particular the keeping of its books shall be supervised by one or several independent auditors

(réviseur d'entreprises agréé) authorised by the Commission de Surveillance du Secteur Financier ("CSSF"), who shall satisfy the requirements of Luxembourg law as to honourableness and professional experience and who shall carry out the duties prescribed by the Law. The auditors shall be elected by the annual general meeting of shareholders. The auditors in office may be removed at any time by the general meeting of shareholders with or without cause and replaced by successors auditors to be approved by the CSSF.

I - Depositary

Art. 36. Depositary. To the extent required by Law, the Company will enter into a custodian agreement with a bank (the "Custodian") which meets the requirements of the law.

The Company's securities and cash will be held in custody by or in the name of the Custodian, which will fulfil the obligations and duties provided for by the Law.

If the Custodian wishes to terminate his contract, the General Manager shall use its best endeavours to find a successor to the Custodian to be approved by the CSSF, and the General Manager will designate this company as Custodian in replacement of the resigning Custodian.

The General Manager will have the power to terminate the agreement with the Custodian but will not have the power to revoke the Custodian until its successor has been appointed pursuant to this provision.

J - Winding-up - Liquidation

Art. 37. Winding-up / Liquidation of the Company. The Company may at any time upon proposal of the General Manager be dissolved by a resolution of the general meeting of shareholders subject to the quorum and majority requirements necessary for the amendment of these Articles.

Whenever the share capital falls below two-thirds of the minimum capital referred to in article 5 hereof, the question of the dissolution of the Company shall be referred to the general meeting by the General Manager. The general meeting, for which no quorum shall be required, shall decide by simple majority of the votes of the shares represented at the meeting to continue the activities of the Company or to liquidate it.

The question of the dissolution of the Company shall further be referred to the general meeting whenever the share capital falls below one-fourth of the minimum capital referred to in article 5 hereof; in such an event, the general meeting shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by shareholders holding one-fourth of the votes of the shares represented at the meeting.

The meeting must be convened so that it is held within a period of forty days from ascertainment that the net assets of the Company have fallen below two-thirds or one-fourth of the legal minimum, as the case may be.

If the Company is dissolved the General Manager will assume the function of liquidator of the Company, while remaining General Manager. Liquidation will take place in accordance with applicable Luxembourg law. The net proceeds of the liquidation will be distributed to shareholders in proportion to their rights as defined in article 34 above whether in cash or in securities.

At the end of the liquidation process of the Company, any amounts that have not been claimed by the shareholders will be paid into the Caisse de Consignation, which keeps them available for the benefit of the relevant shareholders during the duration provided for by law. After this period, the balance will return to the State of Luxembourg.

Art. 38. Termination of sub-funds or classes of shares. Beside the termination of a Sub-Fund as provided in the offering documents, the General Manager may decide to liquidate a Sub-Fund in case of a substantial modification in the political, economic or monetary situation or as a matter of economic rationalization. In such a case, the Company shall serve a notice to the holders of the relevant class or classes of shares, which will indicate the reasons and the procedure for the liquidation.

The net proceeds of the liquidation will be distributed to shareholders in proportion to their rights as defined in article 34 above whether in cash or in securities.

Notwithstanding the powers conferred to the General Manager by the first paragraph, the general meeting of shareholders of any one or all classes of shares issued in any Sub-Fund will, in any other circumstances, have the power, upon proposal of the General Manager or with the consent of the General Manager, to decide the liquidation of this Sub-Fund. There shall be a quorum requirements of fifty percent (50%) of the shares of the relevant sub-Fund for such general meeting of shareholders which shall decide by resolution taken by a majority of at least two-thirds (2/3) of those present or represented and voting at such meeting, and with the consent of the General Manager.

Assets which may not be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the liquidation will be deposited with the depositary of the Company for a period of six months thereafter; after such period, the assets will be deposited with the Luxembourg Caisse de Consignation on behalf of the persons entitled thereto.

K - General provisions

Art. 39. Amendments to the Articles. The Articles may be amended from time to time by a general meeting of shareholders, subject to the quorum and majority requirements provided by the law dated August 10, 1915 relating to commercial companies (the "1915 Law").

Art. 40. Applicable law. In respect of all matters not governed by these Articles of Incorporation, the parties shall refer to the provisions of the Law as well as the 1915 Law and other applicable laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

Transitional Dispositions

1) The first financial year will begin on the date of the incorporation of the Company and shall terminate on 31 December 2015.

2) The first annual general meeting will be held on 2016.

Subscription and Payment

The share capital of the Company is subscribed as follows:

| Name of the Shareholder | Typology of Shares held | Number of Shares held |
|---|-------------------------|-----------------------|
| ImmoFinRE III S à R.L., | Manager Share | 1 |
| ImmoFinRe Capital Partners S.A. | Limited Shares | 50,000 |

The General Manager Share has been fully paid-up and all the Limited Shares have been entirely paid-up of their value so that the amount of fifty thousand and one US dollars (USD 50,001) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

The subscribers declared that upon determination by the General Manager, pursuant to these articles of incorporation, of the various classes of shares which the Company shall have, they will elect the class or classes of shares to which the shares subscribed to shall appertain.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated to approximately four thousand euro.

Declaration

The undersigned notary herewith declares having verified the existence of the conditions enumerated in article 26, 26-3 and 26-5 of the 1915 Law and expressly states that they have been fulfilled.

General Meeting of Shareholders

The appearing parties representing the entire subscribed capital and considering themselves as duly convened, have immediately proceeded to hold a general meeting of shareholders which resolved as follows:

I. The registered office of the Company shall be at 44 Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg.

II. The following person is elected as independent auditor for a term to expire at the close of the annual general meeting of Shareholders which shall deliberate on the annual accounts of the Company as at 31st December 2015:

Ernst & Young S.A. having its registered office 7, rue Gabriel Lippmann, Parc d'Activité Syrdall 2, L5365-Munsbach.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The deed having been read to the proxy of the appearing person, known to the notary by his name, first name, civil status and residence, said proxy signed together with the notary the present deed.

Signé: A. CAYPHAS, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 22 décembre 2014. Relation: EAC/2014/17897. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2015016545/906.

(150019416) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2015.

Altice S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 3, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 183.391.

In the year two thousand and fourteen, on the first day of December.

before Maître Francis Kessler, notary, residing in Esch-sur-Alzette,

there appeared:

Yann Spiegelhalter, lawyer, with professional address at Aerogolf Center, 1B Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg,

acting as the representative of the board of directors (the "Board") of Altice S.A., a société anonyme organised and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 3, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 183.391 (the "Company"),

pursuant to resolutions taken by the Board on 13 November 2014, a copy of an extract has been presented to the undersigned notary (the "Resolutions").

A copy of these Resolutions, signed *ne varietur* by the appearing person and the undersigned notary, will remain attached to the present deed for the purpose of registration.

The appearing person, representing the Board pursuant to the Resolutions, requested the notary to record the following statements:

I. The Company has been incorporated pursuant to a deed of Maître Francis Kessler, notary, residing in Esch-sur-Alzette, dated 3 January 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 501 dated 25 February 2014. The articles of association of the Company (the "Articles") have been amended for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary on 24 October 2014, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

II. The Company has an issued share capital of two million four hundred seventy-seven thousand two hundred fifty euros and fifty-four euro cents (EUR 2,477,250.54), represented by two hundred forty-seven million seven hundred twenty-five thousand and fifty-four (247,725,054) fully paid-up ordinary shares having a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) each.

III. Article 5 of the Articles provides as follows:

" 5.1. The share capital is set at two million four hundred seventy-seven thousand two hundred fifty euros and fifty-four euro cents (EUR 2,477,250.54), represented by two hundred forty-seven million seven hundred twenty-five thousand and fifty-four (247,725,4054) Ordinary Shares having a nominal value of one euro cent (EUR 0,01) each, and, if issued, Class B Shares, having a nominal value of one euro cent (EUR 0,01) each.

5.2. The issued share capital and the authorised share capital may be increased or decreased once or several times by a resolution of the General Meeting, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of these Articles.

5.6. The Board is authorised, for a period of five (5) years from the date of the publication of the resolutions approving the authorised capital, and without prejudice to any renewals, to:

(i) increase the current share capital in whole or in part on one or more occasions by (a) a maximum amount of five million euro (EUR 5,000,000.-) with or without the issue of shares (but if with the issue of shares by the issue of Ordinary Shares) against payment in cash or in kind or against an incorporation of share premium, account 115, distributable reserves or retained earnings and/or (b) a maximum amount of twenty million euro (EUR 20,000,000.-) by the issue of Class B Shares (including but not limited to the issue of Class B Shares on the exercise of any warrants that may be issued by the Company from time to time) against payment in cash (such payment being equal to the aggregate nominal value of the Class B Shares to be issued);

(ii) determine the place and date of the issue (or any successive issue) and the terms and conditions of the subscription for the Class B Shares and/or the Ordinary Shares, as the case may be;

(iii) determine the allocation of the subscription price for the Class B Shares and/or the Ordinary Shares to the share capital, share premium and/or any other reserve account of the Company;

(iv) limit and/or withdraw the preferential subscription rights of existing shareholders in case of an issuance of Class B Shares and/or the Ordinary Shares, as the case may be; and

(v) record each share capital increase by way of a notarial deed and amend the share register to reflect the amendment accordingly.

5.7. Whenever the General Meeting or Board has effected a share capital increase pursuant to the foregoing provisions, Article 5.1 of these Articles shall be amended so as to reflect the increase.”

IV. The Board, pursuant to the Resolutions, resolved to, inter alia:

(a) increase the share capital of the Company by an amount of two thousand two hundred fifty-one euros and thirty-two euro cents (EUR 2,251.32) in order to bring the share capital of the Company from its current amount of two million four hundred seventy-seven thousand two hundred fifty euros and fifty-four euro cents (EUR 2,477,250.54) represented by fully paid up shares consisting of two hundred forty-seven million seven hundred twenty-five thousand and fifty-four (247,725,054) ordinary shares with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) each to two million four-hundred seventy-nine thousand five hundred and one euros and eighty-six euro cents (EUR 2,479,501.86) by the creation and issuance of two hundred twenty-five thousand one hundred thirty-two (225,132) new ordinary shares of the Company with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) each (the “Share Issue”);

(b) authorise any lawyer of Luther, having its professional address at Aerogolf Center, 1B, Heienhaff, L-1736 Senningerberg acting individually with full power of substitution, to appear before a notary public in Luxembourg to record in a notarial deed the increase of share capital following the Share Issue and more generally to take any and all steps, and sign any documents, agreements or other instruments as may be necessary in connection therewith, including, but not limited to taking all necessary steps to instruct the relevant party to update the share register of the Company to reflect the Share Issue.

The Share Issue has been fully subscribed as follows:

- two hundred twenty-five thousand one hundred thirty-two (225,132) ordinary shares were subscribed for by OTR S.à r.l. (the “ABT Seller”) and delivered to the Nederlands Centraal Instituut voor Giraal Effectenverkeer B.V. (“Euroclear Nederland”) by the ABT Seller.

The Share Issue has been entirely paid-up by way of a contribution in kind in an aggregate value of six million three hundred fifty-nine thousand nine hundred eighty-nine euros and forty euro cents (EUR 6,359,989.40) made by the ABT Seller, as approved by the Resolutions, it being understood that an amount of six million three hundred fifty-seven thousand seven hundred thirty-eight euros and eight euro cents (EUR 6,357,738.08) shall be allocated to the Company’s share premium account.

Following receipt of the report issued by Deloitte S.A. as réviseur d’entreprises agréé (approved external auditor) pursuant to articles 26-1 and 32-1 (5) of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the “Law”), (a copy of which has been presented to the undersigned notary), the new ordinary shares to be issued pursuant to the Resolutions were issued as of 13 November 2014.

V. As a result of the above, the Board has resolved to amend article 5.1. and 6.1. of the Articles, which should now be read as follows:

“The share capital is set at two million four hundred seventy-nine thousand five hundred one euros and eighty-six euro cents (EUR 2,479,501.86), represented by two hundred forty-seven million nine hundred fifty thousand one hundred and eighty-six (247,950,186) Ordinary Shares having a nominal value of one euro cent (EUR 0,01) each, and, if issued, Class B Shares, having a nominal value of one euro cent (EUR 0,01) each.”

and

“ **6.1.** The Company’s share capital is divided into two hundred forty-seven million nine hundred fifty thousand one hundred eighty-six (247,950,186) Ordinary Shares and, if issued, Class B Shares (collectively the Shares).”

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Esch-sur-Alzette, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by surname, given name, civil status and residence, the said person appearing signed together with the notary the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

En l’an deux mille quatorze, le premier décembre.

par devant Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette,

a comparu:

Yann SPIEGELHALTER, avocat, avec adresse professionnelle à l’Aerogolf Center, 1B Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand-Duché de Luxembourg,

agissant en qualité de représentant du conseil d’administration (le «Conseil») de Altice S.A., une société anonyme constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, dont le siège social se situe 3, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 183.391 (la «Société»),

en vertu de décisions prises par le Conseil le 13 novembre 2014 dont la copie d’un extrait a été présentée au notaire instrumentant (les «Décisions»).

Une copie des Décisions, après avoir été signée ne varietur par la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour les besoins de l’enregistrement.

La partie comparante, représentant le Conseil en vertu des Décisions, a prié le notaire instrumentant d’acter les déclarations suivantes:

I. La Société a été constituée suivant un acte de Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, en date du 3 janvier 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 501 du 25 février 2014. Les statuts de la Société (les «Statuts») ont été modifiés pour la dernière fois suivant un acte du notaire instrumentant, le 24 octobre 2014, qui n’est pas encore publié Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

II. La Société a un capital social émis d’un montant de deux millions quatre-cent soixante-dix-sept mille deux cent cinquante euros et cinquante-quatre centimes d’euro (EUR 2.477.250,54), représenté par deux cent quarante-sept millions sept cent vingt-cinq mille cinquante-quatre (247.725.054) actions ordinaires intégralement libérées d’une valeur nominale d’un centime d’euro (EUR 0,01) chacune.

III. L’Article 5 des Statuts prévoit ce qui suit:

« **5.1.** Le capital social souscrit est fixé à deux millions quatre cent soixante-dix-sept mille deux cent cinquante euros et cinquante-quatre centimes d’euro (EUR 2.477.250,454), représenté par deux cent quarante-sept millions sept cent vingt-cinq mille cinquante-quatre (247.725.054) Actions Ordinaires ayant une valeur nominale d’un centime d’euro (EUR 0,01) chacune et en cas d’émission, d’Actions de Classe B, ayant une valeur nominale d’un centime d’euro (EUR 0,01) chacune.

5.2. Le capital social émis et le capital social autorisé peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution de l’Assemblée Générale, agissant conformément aux modalités requises pour la modification des Statuts.

5.6. Le Conseil est autorisé, pendant une période de cinq (5) ans à compter de la date de publication des décisions approuvant le capital autorisé et sans préjudice de tous renouvellements, à:

(i) augmenter le capital social existant en tout ou partie à une ou plusieurs reprises (a) d’un montant maximum de cinq millions d’euros (EUR 5.000.000,-) avant ou sans émission d’actions (mais en cas d’émission d’actions par l’émission d’Actions Ordinaires) contre paiement en numéraire ou en nature ou contre incorporation de prime d’émission, de compte 115, de réserves distribuables ou de bénéfices non distribués et/ou (b) d’un montant maximum de vingt millions d’euros (EUR 20.000.000,-) par l’émission d’Actions de Classe B (en ce compris mais sans se limiter à l’émission d’Actions de Classe B à l’exercice de tous warrants que la Société peut émettre de temps en temps), contre paiement en numéraire (ce paiement étant égal à la valeur nominale totale des Actions de Classe B à émettre);

(ii) déterminer le lieu et la date de l’émission (ou toute émission successive) et les modalités de souscriptions des Actions de Classe B et/ou des Actions Ordinaires, le cas échéant;

(iii) déterminer l’affectation du prix de souscription des Actions de Classe B et/ou des Actions Ordinaires au compte de capital social, de prime démission et/ou de toute autre réserve de la Société;

(iv) limiter ou supprimer les droits de souscription préférentiels des actionnaires existants en cas d’une émission d’Actions de Classe B et/ou d’Actions Ordinaires, le cas échéant; et

(v) faire constater chaque augmentation de capital social par acte notarié et modifier le registre des actions pour y faire figurer les modifications en conséquence.

5.7. Chaque fois que l'Assemblée Générale ou le Conseil a effectué une augmentation du capital social en vertu des dispositions qui précèdent, l'Article 5.1 des présents Statuts sera modifié afin de refléter l'augmentation.»

IV. Le Conseil, conformément aux Décisions, a décidé inter alia:

(a) d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de deux mille deux cent cinquante-et-un euros et trente-deux centimes d'euro (EUR 2.251,32) afin de porter le capital social de son montant actuel de deux millions quatre cent soixante-dix-sept mille deux cent cinquante euros et cinquante-quatre centimes d'euro (EUR 2.477.250,54) représenté par des actions entièrement libérées composées de deux cent quarante-sept millions sept cent vingt-cinq mille cinquante-quatre (247.725.054) actions ordinaires d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, à deux millions quatre cent soixante-dix-neuf mille cinq cent un euros et quatre-vingt-six centimes d'euro (EUR 2.479.501,86) par la création et l'émission de deux cent vingt-cinq mille cent trente-deux (225.132) nouvelles actions ordinaires de la Société d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune (l'«Emission d'Actions»);

(b) d'autoriser tout avocat de Luther, dont l'adresse professionnelle se situe Aerogolf Center, 1B, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, agissant individuellement, avec plein pouvoir de substitution, à comparaître devant un notaire à Luxembourg afin d'enregistrer dans un acte notarié l'augmentation de capital suite à l'Emission d'Actions et plus généralement à prendre toutes les mesures et démarches nécessaires, et de signer tous les documents, accords ou autres instruments qui pourraient être nécessaires à cet égard, y compris, mais non exhaustivement à prendre toutes les mesures nécessaires pour instruire les parties concernées de mettre à jour le registre des actions de la Société afin de refléter l'Emission d'Actions.

L'Emission d'Actions a été intégralement souscrite comme suit:

- deux cent vingt-cinq mille cent trente-deux (225.132) nouvelles actions ordinaires ont été souscrites par OTR S.à r.l. (le «Vendeur ABT») et remises à Nederlands Centraal Instituut voor Giraal Effectenverkeer B.V. («Euroclear Netherlands»).

L'Emission d'Actions a été intégralement libérée par un apport en nature d'un montant total de six millions trois cent cinquante-neuf mille neuf cent quatre-vingt-neuf euros et quarante centimes d'euro (EUR 6.359.989,40) fait par le Vendeur ABT, tel qu'approuvé par les Décisions, étant entendu qu'un montant de six millions trois cent cinquante-sept mille sept cent trente-huit euros et huit centimes d'euro (EUR 6.357.738,08) sera affecté au compte de prime d'émission de la Société.

Après réception du rapport émis par Deloitte S.A. en qualité de réviseur d'entreprises agréé conformément aux articles 26-1 et 32-1 (5) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi») (dont une copie a été présentée au notaire instrumentant) les nouvelles actions à émettre en vertu des Décisions ont été émises à compter du 13 novembre 2014.

V. En conséquence de ce qui précède, le Conseil a décidé de modifier les articles 5.1 et 6.1 des Statuts, qui auront désormais la teneur suivante:

« **5.1.** Le capital social souscrit est fixé à deux millions quatre cent soixante-dix-neuf mille cinq cent un euros et quatre-vingt-six centimes d'euro (EUR 2.479.501,86) représenté par des actions entièrement libérées composées de deux cent quarante-sept millions neuf cent cinquante mille cent quatre-vingt-six (247.950.186) Actions Ordinaires d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, et en cas d'émission, d'Actions de Classe B, ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune.»

et

« **6.1.** Le capital social de la société est divisé en deux cent quarante-sept millions neuf cent cinquante mille cent quatre-vingt-six (247.950.186) Actions Ordinaires et, si elles sont émises, les Actions de Classe B (collectivement les Actions).»

Le notaire instrumentant, qui comprend et parle anglais, déclare, par la présente, qu'à la demande de la personne comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française. A la demande de la même personne comparante, en cas de divergences entre la version anglaise et française, la version anglaise prévaudra.

Dont acte, fait et passé à Esch-sur-Alzette, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte ayant été fait à la personne comparante, connue par le notaire instrumentant des surnom, nom, état civil et résidence, la même personne comparante a signé ensemble avec nous, le notaire, le présente acte original.

Signé: Spiegelhalter, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 10 décembre 2014. Relation: EAC/2014/16920. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2015016898/204.

(150021282) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 février 2015.

GS Tele V S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 141.759.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-first day of November,
Before Maître Francis KESSELER, notary residing in Esch/Alzette, Grand-Duché of Luxembourg.

THERE APPEARED

Stichting GS Tele V, a foundation (Stichting) established under the laws of The Netherlands, having its statutory office in The Netherlands at 200, Prins Bernhardplein, NL-1097 JB Amsterdam, The Netherlands,

here represented by Mrs Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, private employee, residing professionally in Esch/Alzette, by virtue of a proxy given under private seal. Said proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder and the undersigned notary will remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, through its proxyholder, has requested the notary to state that:

(I) The appearing party is the sole shareholder of the private limited liability company ("société à responsabilité limitée") existing under the name of GS Tele V S.à r.l., having its registered office 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 141.759, incorporated by a deed of Me Paul FRIEDERS on 12 September 2008, published in Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 8 October 2008, No. 2463 (the "Company"). The articles of association of the Company were amended for the last time by a deed of Me Francis KESSELER on 23 December 2013, published in Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 2 May 2014, number 1115;

(II) The share capital of the Company is set at twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500) represented by one million two hundred and fifty thousand (1,250,000) shares with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01.-) each;

(III) The sole shareholder has resolved to dissolve the Company and to put it into liquidation as from this day.

(IV) The sole shareholder has resolved to fix the number of liquidators at one and to appoint Fiduciaire Patrick Sganzerla S.à r.l., a société à responsabilité limitée having its registered office at 19, rue Eugène Ruppert, Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 96848, as liquidator of the Company.

(V) The sole shareholder has resolved to determine the powers of the liquidator as follows:

- The liquidator shall have the broadest powers to carry out its mandate, and in particular all the powers provided for by article 144 and following of the law of 10 August 1915 relating to commercial companies as amended, without having to ask for authorisation of the general meeting of partners in the cases provided for by law.

- There shall be no obligation for the liquidator to draw up an inventory.

- The liquidator may, under its own responsibility for special and determined transactions, delegate to one or several agents such powers it determines and for the period it fixes.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the same appearing party, in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Esch/Alzette, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, known to the notary by his/her name, surname, civil status and residence, the said person appearing signed together with the notary, the present original deed.

Follows the french version:

L'an deux mille quatorze, le vingt-et-un novembre,

Par-devant Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, Grand-Duché du Luxembourg.

A COMPARU:

Stichting GS Tele V, une fondation (Stichting) constituée sous les droits des Pays-Bas, ayant son siège social aux Pays Bas à 200, Prins Bernhardplein, NL-1097 JB Amsterdam, Pays-Bas, ici représentée par Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, employée privée, demeurant professionnellement à Esch/Alzette, en vertu d'une procuration sous seing privé.

Laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire et le notaire instrumentaire, restera annexée aux présentes avec lesquelles elle sera soumise aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle comparante, par son mandataire, a exposé au notaire et l'a prié d'acter:

I. La comparante est le seul actionnaire de la société à responsabilité limitée existant sous la dénomination de GS Tele V S.à r.l., ayant son siège social à 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 141.759, constituée par acte du Me Paul FRIEDERS le 12 septembre

2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations le 8 octobre 2008, numéro 2463 (la «Société»). Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois par un acte de Me. Francis KESSELER le 23 décembre 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations le 2 mai 2014 sous le numéro 1115;

II. Le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500) divisé en un million deux cent cinquante mille (1.250.000) parts sociales ayant une valeur nominale d'un cent d'euro (EUR 0,01,-) chacune.

III. L'associé unique a décidé de dissoudre la Société et de la mettre en liquidation à compter de ce jour.

IV. L'associé unique a décidé de fixer le nombre des liquidateurs à un et de nommer Fiduciaire Patrick Sganzerla S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social à 19, rue Eugène Ruppert, Luxembourg et inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 96848, comme liquidateur de la Société.

V. L'associé unique a décidé de déterminer les pouvoirs du liquidateur comme suit:

- Le liquidateur a les pouvoirs les plus étendus pour l'exécution de son mandat et en particulier ceux prévus par les articles 144 et suivant de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, sans devoir recourir à l'autorisation préalable de l'assemblée générale des actionnaires dans les cas prévus par la loi.

- Le liquidateur n'est pas obligé de dresser inventaire.

- Le liquidateur peut sous sa seule responsabilité, pour des transactions spéciales et déterminées, déléguer à un ou plusieurs mandataires tels pouvoirs qu'il déterminera et pour la période qu'il fixera.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, la séance est levée.

Le notaire instrumentaire, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi par une version française. A la requête de la même partie comparante, en cas de divergence entre le texte français et anglais, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, fait et passé à Esch/Alzette, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, qui est connu du notaire instrumentaire par son nom, prénom, état civil et demeure, la personne comparante avec le notaire a signé le présent acte.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 27 novembre 2014. Relation: EAC/2014/16163. Reçu douze euros 12,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2015017231/86.

(150020061) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 février 2015.

Iseran S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: ZAR 400.000,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 150.227.

Extrait des résolutions prises par l'associé unique en date du 28 février 2014

En date du 28 février 2014 l'associé unique de la Société décide:

- d'accepter la démission de Monsieur Antonis Anastasiou de son mandat de gérant de la Société avec effet au 31 octobre 2013; et

- de nommer Monsieur Clinton Moseley, demeurant professionnellement au 1, Finsbury avenue, Londres, EC2M 2PP, Royaume-Uni, en tant que gérant de la Société avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Le conseil de gérance de la Société se compose donc comme suit:

- Monsieur Alain Delobbe;

- Monsieur Michael Zahn; et

- Monsieur Clinton Moseley

Pour extrait, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Iseran S.à r.l.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2015017293/22.

(150020643) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 février 2015.